

GILLES-GÉRARD MEERSSEMAN O. P., *Le défense des ordres mendiants contre Richard Fitz Ralph, par Barthélemy de Bolsenheim O.P. (1357)*, in «Archivum Fratrum Praedicatorum» (ISSN 0391-7320), 5, (1935), pp. 124-173.

Url: <https://heyjoe.fbk.eu/index.php/afp>

Questo articolo è stato digitalizzato della Biblioteca Fondazione Bruno Kessler, in collaborazione con l'Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum all'interno del portale [HeyJoe](https://heyjoe.fbk.eu) - *History, Religion and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe è un progetto di digitalizzazione di riviste storiche, delle discipline filosofico-religiose e affini per le quali non esiste una versione elettronica.

Il materiale sul sito [HeyJoe](https://heyjoe.fbk.eu) è disponibile sotto licenza CC BY-NC-ND 4.0: può essere scaricato, stampato e condiviso per uso non commerciale, con attribuzione e senza modifiche.

This article was digitized by the Bruno Kessler Foundation Library in collaboration with the Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum as part of the [HeyJoe](https://heyjoe.fbk.eu) portal - *History, Religion, and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe is a project dedicated to digitizing historical journals in the fields of philosophy, religion, and related disciplines for which no electronic version exists.

The material on the [HeyJoe](https://heyjoe.fbk.eu) site is available under the CC BY-NC-ND 4.0 license: it can be downloaded, printed, and shared for non-commercial use, with attribution and without modifications.



La défense des ordres mendiants contre Richard Fitz Ralph, par Barthélemy de Bolsenheim O. P. (1357)

Par G. Meersseman O. P.

Le XIII^e siècle a connu des luttes homériques entre séculiers et mendiants. Les noms illustres de ceux qui y prirent part: Guillaume de Saint-Amour, Gérard d'Abbeville et Nicolas de Lisieux du côté des séculiers, Saint Thomas d'Aquin, Albert le Grand et S. Bonaventure du côté des mendiants, n'ont pas peu contribué à susciter des historiens de marque, qui ont étudié le problème soit du côté des faits, soit de celui de la théologie, soit enfin de celui du droit canon.

Le XIV^e siècle, qui, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, ne fait que continuer le XIII^e commence seulement à être étudié sous cet angle, et c'est à peine si quelques rares monographies ont projeté un peu de lumière sur la période de Jean de Pouilly ¹, digne successeur de Guillaume de Saint-Amour. Le procès intenté contre lui par les mendiants à la cour d'Avignon se termina par la fameuse bulle *Vas electionis* (24 Juillet 1321) de Jean XXII, dans laquelle les doctrines du maître parisien furent condamnées tandis que les privilèges des mendiants, tels que la coutume et la bulle *Dudum* de Clément V (1312) (remise en vigueur de la bulle *Super cathedram* (1300) de Boniface VIII) les avaient délimités, furent confirmés et reconnus par le droit canon.

¹ Voir l'excellente notice qui lui est consacrée par N. Valois dans l'*Hist. litt. de la France*, t. 34, p. 220-281, et les rectifications de J. Koch, *Der Prozess gegen den Magister Johannes de Polliaco und seine Vorgeschichte* (1312-1321), dans *Recherches de théologie ancienne et médiévale* V (1933) 302-422 — Voir aussi F. Delorme O.F.M., *Fr. Ricardi de Mediavilla quaestio disputata De privilegio Martini papae VI*, Quaracchi 1925.

On aurait pu croire que c'était la fin de toutes les chicanes. Loin de là ! Les deux partis adverses eurent soin — si on peut s'exprimer ainsi — de prêter le flanc aux attaques mutuelles, et la lutte éclata de nouveau vers 1350. Cette fois ce fut Richard Fitz Ralph, archevêque d'Armagh et primate d'Irlande, qui s'érigea en défenseur des curés. Adversaire redoutable tant par le prestige que lui valait sa carrière scientifique, que par son influence politique et ses vertus sacerdotales. Luc Wadding¹, qui en bon Franciscain qu'il était, ne devait pas être très porté à exalter la mémoire d'un adversaire de son ordre, reconnaît que la renommée du saint prélat était loin de manquer de fondement. Mais il faut remonter assez haut pour comprendre antipathie foncière du digne archevêque pour les fils de S. François. L'éminent historien de l'église d'Irlande, A. Bellesheim² a fait remarquer que les chicanes entre Richard et les mineurs dataient du temps où le premier était chancelier de l'université de Cambridge, faisait partie du groupe des « reales », et entra naturellement en collision avec les confrères de maître Occam, défenseurs du nominalisme.

Lorsque Richard devint archevêque d'Armagh³, il ne manquait plus que l'étincelle pour mettre le feu aux poudres. D'où vint la première imprudence ? Nous ne le savons pas, et c'est sous toute réserve que nous transcrivons le passage où Wadding⁴ raconte le « fait divers » qui fit éclater à nouveau la lutte séculaire. Après avoir fait allusion aux interminables vexations que les mendiants avaient à subir de la part des curés en Angleterre vers la seconde moitié du XIV^e siècle, l'historiographe franciscain continue en ces termes : « Richardus Radulphus, Archiepiscopus Armachanus, Hiberniae primas, aliquot molestias intulit Fratribus Armachani et Pontanensis Conventuum, tentavitque quoddam posterioris aedis ornamentum in suum palatium transferre. Verum urbis Praetor ex

¹ Annales Minorum, edit. 3, f. VIII, Quaracchi 1932, ad annum 1357, pag. 151.

² Geschichte der kath. Kirche in Irland, Mainz 1890, tome I, pag. 520 et suiv.

³ Ses œuvres qui datent de la période de son épiscopat sont éditées : De la *Defensio curatorum* nous citerons la dernière édition par M. Goldast dans sa *Monarchia S. romani imperii*, Francfort 1614, II, p. 1332-1410. La *Summa in questionibus Armenorum* a été éditée par Jean Petit à Paris en 1511. A la fin on trouve les sermons de Fitz Ralph prêchés à Londres en 1356-57. Le *De pauperie Salvatoris*, divisé en 7 livres, a été édité en partie par Reg. Lane Poole en appendice à *John Wicleff, De domino divino*, Londres 1890, p. 273-476. Poole donne le résumé des livres VI-VII, aux pp. 264-272.

⁴ Annales Minorum, I. c., pag. 148-49.

familia Batheorum a vi inferenda cohibuit et fratribus ius suum voluit illaesum. Hac irritatus repulsa Anglicanas disceptationes expanso suscepit sinu, mendicantium obsistere exemptionibus et privilegiis primo coepit; mox procedente altercatione et fervore contentionis, statum ipsum impugnare, parochorum ex adverso fulcire. Guardianus Armachanus Regni Primatis auctoritate et pondere pressus, interposita appellatione, Avenionem citavit et solerter fecit, ut tam regis Eduardi quam Innocentii Pontificis mandato comparare praeciperetur. »

Ce seraient donc les franciscains irlandais, qui auraient intenté un procès contre l'archevêque à la suite de ses tentatives de spoliation. Or dans les pièces du procès qui nous sont connues, aucune mention n'est faite de ce point du litige: tout se rapporte aux doctrines répandues par l'archevêque sur les privilèges et l'idéal monastique des mendiants; c'est pourquoi Wadding, qui dans la suite ¹ raconte assez fidèlement les éléments essentiels du procès, distingue deux séries d'attaques dirigées contre les mendiants.

Il semble cependant que l'affaire de 1357 n'était pas la première prise de contact de Fitz Ralph avec la cour pontificale au sujet des mendiants. Dans sa *Summa in quaestionibus Armenorum* ², écrite vers 1356, il fait allusion aux difficultés, qu'il a rencontrées à Avignon depuis six ans, et il remercie Dieu d'avoir pu s'en tirer jusqu'alors.

D'autre part, nous savons que l'archevêque fit un voyage à la ville papale en 1349, à la veille du grand jubilé ³. A cette occasion, le clergé anglais l'avait chargé de présenter à Clement VI une liste de plaintes contre les mendiants. Cette requête nous est connue par le ms. 144 de la Bodléenne, qui contient (f. 251 v — 255 r) la « *Propositio Ricardi archiepiscopi Armachani Hibernie Primatis ex parte prelatorum et omnium curatorum totius ecclesie coram domino nostro papa in pleno consistorio anno Domini 1350 mense iulii die quinta* ». Poole ⁴ fait remarquer que Fitz Ralph ne nourissait pas encore à cette époque des

¹ Annales Minorum, pag. 149 et suiv.

² Edition citée, f. CLXI ra. Wadding, l. c. ne semble connaître les affaires de 1350 qu'à après cette source, qui n'est d'ailleurs qu'une vague allusion.

³ Poole, op. cit., pag. XXXV.

⁴ Poole, op. cit., pag. XXXV. Il serait intéressant de fixer la date du panégyrique de S. Dominique (incip.: *Transtulit illum Dominus* prêché par Fitz Ralph chez les dominicains d'Avignon, et conservé à la bibliothèque de Lambeth, cod. 121.

sentiments très hostiles envers les franciscains, puisqu'il prêcha dans leur église pour la fête de saint François. En tout cas, si d'un côté il s'en prit à cette date aux privilèges des mendiants, il s'occupa également vers la même époque de leur conception de la perfection évangélique, et plus spécialement de leur idéal de pauvreté. La question était à l'ordre du jour depuis Jean XXII ¹ et l'affaire de Michel de Cesena. Dans son traité *De pauperie Salvatoris*, achevé vers 1357, Fitz Ralph raconte ² au pape Innocent VI comment il avait été mêlé aux discussions avignonnaises autour de la pauvreté évangélique sous Clément VI, et précisément au cours de la huitième année de ce pontificat (8 mai 1349 — 8 mai 1350):

A ce moment là, dit-il, la question de la pauvreté monastique était âprement disputée entre les deux principaux ordres mendiants — il veut évidemment dire les franciscains et les dominicains ³. Or à ce problème était intimement lié celui du droit de propriété dont l'homme jouit sur les choses temporelles. Le pape confia l'examen de la question à deux théologiens éminents, auxquels il joignit Fitz Ralph lui-même. Il s'agissait notamment de préciser quel droit de propriété avait exercé notre Sauveur vis à vis des biens terrestres et quel usage il en avait fait. La même question se posait pour les franciscains, qui prétendent — dit Fitz Ralph malicieusement — suivre l'exemple du Christ, d'autant plus que les décrétales de Nicolas III et de Jean XXII ne s'accordaient pas entre elles sur ce point ⁴.

Dans le livre *De pauperie Salvatoris* de Fitz Ralph lui même, on constate que sa position à lui s'accorde assez bien avec celle des extrémistes parmi les fils de s. François, tout en s'écartant de la doctrine de Jean XXII. C'est justement ce qui lui a valu la prérogative d'inspirer à Wicleff ses théories sur le droit de possession ⁵.

¹ Parmi l'abondante littérature parue à ce sujet, nous nous contentons de signaler le notice consacré par N. Valois à Jean XXII dans l'Hist. lit. de la France, t. 34, p. 429 suiv.

² Edit. Poole, pag. 273.

³ A propos cette lutte entre ces deux ordres sous Jean XXII, voir N. Valois dans Hist. litt. de la France t. 34 p. 442. suiv.

⁴ C'est la thèse que Fitz Ralph défend au long et au large dans le livre VII du *De pauperie Salvatoris*. Voir le résumé chez Poole, op. cit., pag. 270-72. Voir aussi, quant au début de la lutte autour de ces décrétales, N. Valois, loc. cit.

⁵ Poole, op. cit., p. XLVII; et G. Lechler, Johann Wiclif und die Vorgeschichte der Reformation, Leipzig 1873, I 216 et suiv.

Mais, continue Fitz Ralph ¹, je me rendis bien vite compte de ce que les théologiens en question n'allaient pas au fond des choses. A l'instigation de certains cardinaux, je me mis à fouiller les derniers fondements du problème, et à rédiger mes conclusions. Mais, devant quitter Avignon — ce qui arriva en 1350 ² — mon travail fut interrompu. De retour en Irlande, je fus empêché de le continuer, absorbé comme j'étais par les soins de l'administration de mon diocèse. Enfin après y avoir travaillé par intervalles, le voilà fini, et soumis à votre approbation.

Nous n'avons par l'intention d'exposer plus longuement cette première phase de l'histoire des rapports entre Fitz Ralph et les mendiants. Nous tenons cependant à répéter qu'il est absolument nécessaire d'y distinguer deux matières différentes : celle qui touche à leurs privilèges et celle qui se rapporte à leur idéal de pauvreté. Certains chroniqueurs ont noté quelques détails qui se rattachent au premier point et aux disputes qui eurent lieu à la curie à ce sujet. Nous nous contentons de renvoyer ici à la continuation de la Chronique de Guillaume de Nanges ³. Glasberger ⁴ au contraire n'en souffle mot, et se contente de mentionner le *De pauperie Salvatoris*, sans rapporter ses origines à l'année 1349.

Fitz Ralph était donc retourné en Irlande vers 1350. La lutte des curés contre les privilèges des mendiants y battait son plein, mais la discussion autour du problème de la pauvreté évangélique et de la conception du droit de propriété continuait elle aussi dans toute son âpreté. Nous savons par les annales de Wadding comment après 1350 Fitz Ralph s'était brouillé complètement avec les franciscains de sa ville épiscopale et prenait part à la levée de boucliers générale des curés anglais contre les mendiants. Passant vers la fin de 1356 en Angleterre il s'arrêta à Londres, peut-être afin d'y rendre compte devant le roi de son attitude vis à vis de franciscains d'Armagh. Il apprend qu'en ville certains théologiens discutent le problème de la pauvreté évangélique, et le voilà de nouveau mêlé à la fameuse dispute. Invité à prêcher sur ce sujet à la cathédrale de Saint-Paul, il y exposa tant sur la question des privilèges que

¹ Edit. Poole, p. 273.

² Poole, op. cit., p. XXXV.

³ Edit. D'Achery dans *Spicilegium sive collectio vet. script.*, Paris 1723, III 112 ; edit. H. Géraud, III 253 ; Mortier, *Maîtres Généraux*, II 265 et 353.

⁴ Nic, Glasberger O.F.M., *Chronica* ; *Analecta Franciscana* II 189-190.

sur celle de la pauvreté des théories qui lui valurent les clameurs des mendiants et firent scandale auprès des fidèles. Il y aura lieu de le croire, quand il dira durant le procès d'Avignon que ce fut là la cause de sa citation devant la cour papale. Les fameux sermons de Londres ont été imprimés et il n'y a pas lieu de s'étonner, si les mendiants ont intenté un procès à leur auteur. Celui-ci expose avec beaucoup de verve les objections des curés contre les mendiants et ses théories avancées sur la pauvreté évangélique. Quant au droit de propriété, sa doctrine devait nécessairement déplaire aux inquisiteurs. Comme les sermons incriminés eurent lieu pendant l'avent de 1356 et durant le carême de 1357 ¹, ce doit être après Pâques 1357 que l'archevêque prit le chemin de la ville papale. Il ne manqua évidemment pas dès son arrivée ² d'exposer au pape tous les abus qui régnaient dans les couvents des mendiants, et de lui faire remarquer que ceux-ci n'observaient même plus la constitution *Super cathedram*. Les dominicains anglais reçurent le 25 août 1357 un réprimande du pape à ce sujet ³. Mais les mendiants ne restèrent pas inactifs. A leur tour ils exposèrent leurs griefs, et enfin, au début de novembre, le procès put commencer. Le pape avait indiqué quatre cardinaux, à savoir Guillaume, évêque de Tivoli, Pierre de Saint André des Monts, Elie de Saint Etienne au Coelius et François du titre de Saint-Marc pour examiner les arguments des deux partis ⁴.

Les débats devaient avoir lieu en plein consistoire le 8 novembre ⁵, en présence du pape, des cardinaux et des autres prélats de la curie. Les généraux et procureurs des quatre ordres mendiants s'étaient également rendus à la séance. Celle-ci avait l'air d'une joute scolastique plutôt que d'un

¹ Dans l'édition citée de 1511, f. 153-177, ces sermons sont datés, mais il y aurait lieu de vérifier l'exactitude de ces dates, au moins telles qu'elles se trouvent dans cette édition au début de chaque sermon. Les manuscrits des sermons et des écrits de Fitz Ralph ne font pas défaut. Les mss. décrits sous les numéros 121 et 1208 du catalogue de la bibl. de Lambeth contiennent en outre des pièces relatives au procès. M. R. James, *A descriptive catalogue of the mss. in the library of Lambeth Palace. The mediaeval mss.*, Cambridge 1930-33.

² Ce fut probablement à cette occasion qu'il offrit au pape Innocent VI le *De pauperie Salvatoris*, comme il faut conclure d'après la dédicace. C'est plus ou moins l'opinion de Poole, pag. XXXV.

³ Bulle *Frequenter hactenus*; Bull. O. P. II 249.

⁴ Wadding, op. cit., pag. 150

⁵ C'est la date indiquée au début de la *Defensio curatorum*, édit. citée, p. 1392.

procès en règle. Ce fut probablement l'archevêque d'Armagh, que les mendiants avaient fait citer devant le pape, qui prit d'abord la parole pour exposer et défendre les doctrines qu'il avait enseignées. Dans son introduction il présenta l'état de la question dans les termes suivants ¹:

« Pater sanctissime, accedens Londinis pro meae ecclesiae Armachanae quibusdam negotiis, doctores aliquos satis doctos super mendicitate et mendicatione Christi Salvatoris nostri ex adverso reperi disputantes, et saepius invitatus, ut populo praedicarem, septem aut octo sermones ibi procul in vulgari et sub protestatione praescripta in publico novem conclusiones expressi, propter quas et quae tunc dixi, fratres ad istam Sanctam Sedem, licet frivole, appellarunt.

Prima conclusio haec erat, quod Iesus Christus in sua conversatione humana semper pauper erat, non quia propter se paupertatem dilexit aut voluit.

Secunda fuit quod Dominus noster Iesus Christus numquam spontanee mendicavit.

Tertia erat quod Christus numquam docuit spontanee mendicare.

Quarta conclusio erat sive quartus articulus quod Dominus noster Iesus Christus docuit non debere hominem spontanee mendicare.

Quinta conclusio erat sive quintus articulus quod nullus potest prudenter et sancte spontaneam mendicitatem super se assumere perpetuo observandam.

Sexta conclusio quod non est de regula Fratrum Minorum mendicitatem spontaneam observare.

Septima conclusio erat de materia illa, quod bulla Alexandri papae quarti, quae Magistrorum libellum condemnat praemissarum conclusionum impugnat.

Octava conclusio et prima de privilegiorum materia erat ista, quod pro confessione parochianorum alicuius ecclesiae facienda cum exclusionem loci alterius eligibilior est parochialis ecclesia quam fratrum oratorium sive ipsorum ecclesia.

Nona conclusio erat et secunda in ista materia, quod ad confessionem parochianorum cuiusvis ecclesiae uni personae singulariter faciendam, eligibilior est persona ordinaria seu ordinarii quam fratrum persona.

¹ *Defensio curatorum*, l. c.

Les neuf propositions en question peuvent comme Fitz Ralph l'indique lui même, se grouper en deux séries. Les sept premières se rapportent à l'idéal de pauvreté et à la pratique de la mendicité dans les ordres mendiants et surtout chez les franciscains. Les deux dernières regardent les privilèges de tous les mendiants, surtout le privilège de la confession.

Il convient de faire remarquer tout d'abord que les propositions sont formulées de façon à écarter toute contradiction avec les documents pontificaux ayant rapport à la question. Dans la septième proposition Fitz Ralph veut montrer comment il ne tombe pas sous la condamnation des théories de Guillaume de Saint-Amour, prononcée par Alexandre IV. Les deux dernières propositions sont formulées assez prudemment, pour qu'elles ne semblent pas reprendre les doctrines de Jean de Pouilly, condamnées par Jean XXII.

Les orateurs des mendiants ne se laisseront pas prendre au piège et feront tout leur possible pour faire cesser l'équivoque.

Dans le corps même de son discours, Fitz Ralph s'occupe surtout de l'exposé et de la défense des deux dernières propositions parce qu'elles visent le but qu'il avait le plus à coeur : restreindre l'influence des mendiants et ramener les fidèles vers les curés.

La méthode suivie par Fitz Ralph était à la fois habile et nouvelle. Il se préoccupe en effet fort peu de la méthode d'argumentation scolastique et du raisonnement « en forme ». Il veut avant tout mettre sous les yeux du pape les abus des mendiants pour se procurer des ressources et des recrues. Il tâche de convaincre le pape plutôt par des faits que par des syllogismes ou par des arguments doctrinaux et juridiques. Ses adversaires employeront les méthodes contraires, préférant probablement jeter le voile sur les faits, qu'ils n'auraient pas réfutés en leur opposant les abus commis par les curés. Ils tâcheront de faire oublier leurs propres torts en faisant ressortir les erreurs doctrinales et juridiques auxquels l'archevêque avait eu recours afin de soustraire les fidèles à leur influence.

Parmi les défenseurs des mendiants ¹ il faut citer d'abord le franciscain Roger Conway, maître en théologie et provincial d'An-

¹ Un autre défenseur des mendiants, que nous ne connaissons pas de plus près, est mentionné dans la question disputée par le dominicain Henri Bitterfeld en 1396 à Prague « apud s. Clement. O. P. in scolis fratrum ordinis predicti, cuius ipse tunc temporis regens erat et etiam studii Pragensis » (Bibliothèque de l'université de Bâle, cod. A X 130, f. 163 r. Voir G. Löhr, *Die Dominikaner in Leipzig, Quellen und Forschungen zur Geschichte der Dominikaner*

gleterre. Il répondit surtout aux attaques contre les privilèges des mendiants ¹.

Un troisième orateur dont le nom nous est parvenu, est le dominicain Barthélemy de Bolsenheim. Issu d'une famille noble alsacienne ², il entra probablement à Strasbourg chez les Prêcheurs de la province de Teutonie. Il fut assigné pour lire les Sentences à Paris, par le chapitre général tenu à Montpellier en 1350. A cette occasion il est appelé « frater Bartholomæus lector argentinensis de provincia Teutoniæ » ³. Il semble être devenu maître en théologie à Paris l'année suivante ⁴. En 1354, il est élu provincial de Teutonie, fonction qu'il remplit pendant huit ans ⁵. Le 18 avril 1356, il approuve comme provincial les mesures prises par les dominicains de Coire pour assurer au couvent les vivres nécessaires pendant la disette ⁶. Il meurt en 1362, comme le rapporte le nécrologe du cou-

in Deutschland, Heft 30, 1934, p. 10-11). Une autre copie de cette même question disputée se trouve dans le ms. Vat. lat. 4109, f. 261 r -265 v. Nous lisons au f. 262 v : « Alius error fuit Armacani, qui dictus est Ricardus primas Hibernia anno 1317 (sic!) contra quem fecit et conclusit magister *Gutelmus Iordani de Anglia* coram papa ». Nous ne savons pas à quelle source Bitterfeld a pu puiser ce renseignement. Quant au franciscain *William Woodford* ou *Widford*, et ses traités contre Fitz Ralph, voir A.G. Little, *The Grey Friars in Oxford*, Oxford 1892, p. 246-49.

¹ Son traité, désigné souvent par l'incipit *Confessio et pulchritudo*, a été imprimé plusieurs fois à la suite de la *Defensio curatorum* de Fitz Ralph. Nous avons utilisé l'édition, de Goldast, l. c., p. 1410-1440.

² La famille de Bolsenheim avait ses terres dans le village homonyme, situé près de Benfeld en Alsace. Voir Robert Durrer, *Das Frauenkloster Engelberg als Pflegestätte der Mystik und seine Beziehungen zu den Strassburger Gottesfreunden und zu den frommen Laienkreisen der Innerschweiz*, Separat-Abdruck aus der Festschrift des II. Schweizer hist. Kongress in Luzern, p. 201 et R. Durrer, *Bruder Klaus*, Sarnen 1920 et suiv., p. 1064.

³ Acta cap. gen. II (MOPH IV) 337.

⁴ H. Denifle. Quellen zur Gelehrten-geschichte des Predigerordens dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters* II 224.

⁵ A. Jundt, *Essai sur le mysticisme spéculatif de Maître Eckhart*, Strasbourg 1871, pag. 147; *Histoire du panthéisme populaire au moyen-âge et au XIV^e siècle*, Paris 1875, p. 290. La liste des provinciaux, rédigée en allemand de l'époque, y est publiée. La même liste et sa rédaction latine sont publiées par P. von Loß dans *Quellen und Forschungen zur Geschichte des Dominikanerordens in Deutschland*, Heft I, voir p. 25 et 28. Voir aussi la *Chronica ordinis*, éditée par B. Reichert dans le tome VII des MOPH, Romæ 1904, pag. 39: « Frater Bartholomeus de Bolsenheim. vir generosus et sanctus magister in theologia et doctor sacri palatii prefuit anno m^occc^oliiii^o ».

⁶ O. Vasella, *Geschichte des Predigerklosters St. Nicolai in Chur*, Dissert. histor. Instituti histor. FF. Praed. I (1931) 111.

vent de Fribourg en Brisgovie¹. Ses relations assez connues avec le bx. Henri Suso datent de la fin de son provincialat².

Le point le plus obscur dans sa vie est la date à la quelle il aurait été créé maître du sacré palais. Il semble établi qu'il a occupé ce poste. Aux témoignages de plusieurs chroniques, nous pouvons ajouter celui d'un manuscrit de la deuxième moitié du siècle où il a vécu, manuscrit qui contient le discours prononcé par lui à Avignon en 1357. Le colophon porte : « Explicit tractatus fratris bartholomei de bolsenheim theotonici ordinis predicatorum magistri in theologia ac doctoris sacri palatii apostolici domini pape in quo respondet ad omnes articulos a domino armarcano contra ordines mendicancium propositos ».

Fontana, Echard³ et d'autres encore ont essayé de préciser la période pendant laquelle il remplit cet office, mais toutes leurs hypothèses se sont heurtées à des difficultés insurmontables. I. Taurisano⁴ propose une solution ingénieuse et, à notre sens, très vraisemblable, parce qu'elle ne soulève aucune difficulté. La seule période vacante dans la liste des maîtres du sacré palais vers la moitié du XIV^e siècle se réduit à quelques mois entre Guillaume Sudre et Guillaume Romain. Le premier devint évêque le 27 août 1361, l'autre fut nommé maître du sacré palais en 1362. Il se peut donc que Barthélemy ait été le successeur immédiat de Guillaume Sudre, mais qu'il eut à peine le temps de recueillir la succession puisqu'il mourut à son tour en 1262, très probablement tout

¹ *Catalogus mortuorum conventus Friburgensis* dans *Freiburger Diocesanarchiv* V 41-48. A la p. 42 on lit : A. R. P. Bartolomeus de Bolsenheim, magister sacri palatii apostolici, qui olim fuit provincialis Teutonie 1362 ».

² La liste des provinciaux de Teutonie, publiée par Jundt et von Loë, se trompe probablement quand elle fait remonter l'intervention de Bolsenheim dans l'affaire de Suso au généralat de Hugues de Vaucemain (mort en 1341). Il est vrai que Suso eut des difficultés à cette période, mais Bolsenheim n'était pas encore provincial et, d'après le témoignage de Suso lui-même dans la préface, il s'agissait de la rédaction de l'Exemplar qui était en cours. Voir l'édition de cet écrit de Suso par H. Denifle, *Die deutschen Schriften des Seligen Heinrich Seuse*, München 1880, Band I, p. 8 et K. Bihlmeyer, H. Seuse, *Deutsche Schriften*, Regensburg 1926, p. 6. Voir aussi les remarques de Bihlmeyer, p. XXII et de Xavier de Hornstein, *Les grands mystiques allemands du XIV^e siècle*, s. l. n. d., (1922), p. 246. A rapprocher les études de Durrer, l. c. sur Jean de Bolsenheim, probablement un neveu de Barthélemy, qui fut un des chefs du mouvement mystique en Alsace et en Suisse vers 1380.

³ *Scriptores O. P.* I 687.

⁴ I. Taurisano *O. P.*, *Hierarchia Ordinis Praedicatorum*, Romæ 1916, p. 38-39,

au début de cette année. Son successeur Guillaume Romain occupa le poste dans le courant de la même année.

Ce ne serait donc pas comme maître du sacré palais, mais en tant que théologien et orateur de marque que le provincial de Teutonie aurait été désigné par les généraux des quatre ordres mendiants, pour prendre la parole en leur nom. Ce fut également son discours qui servit de requête signée par les procureurs généraux des quatre ordres, afin d'être présentée au pape¹. Roger Conway, provincial des mineurs d'Angleterre, fut probablement l'orateur particulier des franciscains, principal point de mire des attaques de Fitz Ralph.

Quant à Barthélemy, seul J. Meyer mentionne le rôle joué par lui dans cette affaire. La *Chronica brevis*² lui consacre ce bel éloge : « Frater Bartholomeus de Bolsenheim, Teutonicus, magister in theologia et doctor sacri palatii, conventus N, provincialis Teutoniae, nobili genere, sed multo clarior dignitate et virtutibus. Hic inter alia sua opera scripsit librum contra episcopum Armicanum, gravem adversarium Predicatorum, in quo articulos suos hereticos et erroneos elucidavit ».

En effet c'est bien le but que Barthélemy s'était proposé en prononçant son fameux discours devant le pape. On sent que c'est le théologien, l'inquisiteur, qui prend la parole. Roger Conway au contraire tente de défendre les privilèges des mendiants, se rapportant à l'exercice de leur ministère. Par le fait même, son traité est de nature plutôt juridique, et comme il constitue la réponse à telles objections de Fitz Ralph, qui continueront pendant les siècles suivants à être soulevées contre les mendiants et contre l'ingérence du pouvoir papal dans les prétendus droits autonomes des évêques, il aura l'honneur d'être imprimé presque aussi souvent que le traité de Fitz Ralph lui-même.

Le contenu du *Defensorium* de Barthélemy se laisse assez facilement résumer, à cause de sa structure scolastique et de son plan rigoureux.

¹ Voir la fin de son discours.

² *Chronica brevis Ord. Praed.*, éditée par H. Chr. Scheeben dans les *Quellen und Forschungen* XXIX 65. Echard I 687 b, ne connaît pas le traité contre Fitz Ralph. Il mentionne seulement un commentaire sur les sentences et un « tractatus theologicus sub titulo : Homo completus ».

Dans l'introduction, au style emphatique, l'auteur rappelle à Innocent que les papes ont toujours été les grands défenseurs et protecteurs des ordres mendiants. Puis, passant à la cause qu'il veut plaider, il expose comment, sur l'ordre des quatre généraux des mendiants, il veut informer le pape et les cardinaux de la fausseté des doctrines enseignées par l'archevêque d'Armagh.

Dans le corps même de son plaidoyer, il examine l'un après l'autre huit points de la doctrine de son adversaire. Chaque point (*articulus*) est d'abord mentionné à la façon d'une thèse scolastique, suivie de ses arguments (*motiva*). La réfutation se compose de trois parties : Dans la première Barthélemy montre la faiblesse des arguments de son adversaire ; il indique ensuite les conséquences erronnées qu'on pourrait en tirer, et fait voir enfin comment les affirmations de l'archevêque ne s'accordent pas avec la doctrine des pères de l'église et des docteurs scolastiques en vue.

Tout le *Defensorium* se termine en demandant que les doctrines de son adversaire soient condamnées comme hérétiques.

Voici en quelques mots les huit propositions réfutées par maître Barthélemy :

1. Le vœu de pauvreté, de même que les autres vœux par lesquels certains fidèles s'obligent à suivre les conseils ou à observer certains commandements, ne sont pas utiles ou nécessaires au salut. Ni le Christ ni le Saint Esprit ne les ont jamais prônés.

2. C'est un précepte divin que l'administration des sacrements doit se faire dans l'église paroissiale et nulle part ailleurs.

3. Le Christ, en tant qu'homme, était soumis aux lois civiles, entre autres à celle qui exigeait de lui les contributions.

4. Le Christ en tant qu'homme ne fut ni véritablement mendiant ni besogneux.

5. Il est inadmissible que le Christ ait mendié volontairement.

6. Le Christ et l'écriture sainte désapprouvent la mendicité volontaire.

7. Personne ne peut s'obliger à mendier volontairement ; c'est une pratique inadmissible, et la règle des mineurs ne comporte pas cette obligation.

8. Les fidèles qui se confessent chez les mendiants, doivent encore confesser une fois par an tous leurs péchés mortels au curé de leur paroisse.

Revenons au consistoire. Les historiens ne nous en ont pas rapporté la suite. Le texte des différents discours prononcés furent remis au

pape ¹ et peut-être aux cardinaux de la commission. Comme ces discours furent assez longs, le consistoire a dû se prolonger pendant plusieurs jours. Nous comprenons dès lors, que le discours de Fitz Ralph, prononcé le 8 novembre ², ne semble avoir été présenté au pape que le 14 ³ novembre, probablement à la fin du consistoire. Innocent ne fut pas convaincu par les raisonnements des différents orateurs. Il estimait que les torts étaient des deux côtés, et que les abus dénoncés ne seraient pas supprimés par la seule condamnation des théories dangereuses de l'archevêque. Il voulait plutôt calmer les esprits, et son premier moyen fut de surseoir à toute condamnation et de temporiser: *Negotium prorogatur!* C'est le mot de Glasberger ⁴, repris ensuite par Wadding ⁵, qui après un mélancolique « *in longum causa protrahitur* », ajoute en guise de consolation très fondée: « *Sed dum... religiosi varias patiuntur, praesertim in Anglia, molestias, scribit Pontifex anno sequenti, pontificatus sexto, ad universos archiepiscopos et episcopos praedicti regni litteras Gravem dilectorum.* » Dans cette bulle ⁶, datée du 1 octobre 1358, Innocent défend aux prélats d'Angleterre et à leurs subordonnés de s'opposer aux privilèges des mendiants, en attendant que la question soit définitivement réglée. Cette solution définitive, Innocent ne la donnera jamais.

Si donc le procès n'eut point de conclusion, ce fut en définitive une victoire pour les mendiants, puisque les choses restèrent en état. La bulle *Super cathedram*, qui jusqu'alors était la charte réglant les droits des deux partis, restait en vigueur. Les mendiants n'obtinrent pas de libertés plus grandes, mais Fitz Ralph ne parvint pas non plus à leur arracher celles dont ils jouissaient déjà. Il ne réussit à atteindre les ordres mendiants ni dans leur existence, ni dans leur droits.

L'archevêque d'Armagh et Roger Conway moururent en 1360. Barthélemy fut promu à la dignité de maître du sacré palais par ce même Innocent VI qu'il n'était pas parvenu à convaincre. Si c'était une espèce de satisfaction aux mendiants, son bénéficiaire n'eut pas le temps

¹ Glasberger, op. cit., p. 190: « *dati hinc inde libellis* ». — Wadding, op. cit., p. 150: « *porrectis hinc inde multis libellis* ».

² Debut de la *Defensio curatorum*, edit. citée, p. 1392.

³ Fin de la *Defensio curatorum*, edit. citée, p. 1410.

⁴ op. cit., p. 190.

⁵ op. cit., p. 150.

⁶ Bull. O. P. II 250; Wadding., op. cit., p. 150.

d'user de son influence auprès du pape en faveur de ses confrères, puisqu'il mourut en 1362.

* * *

Le texte du discours de Barthélemy se trouve dans le manuscrit C V 19 de la bibliothèque universitaire de Bâle. Tout le manuscrit est de la fin du XIV^e siècle. Il est en parchemin, écrit presque entièrement par la même belle main, et appartenait autrefois aux dominicains de Bâle, comme on peut voir au dernier folio 126 v : « Iste liber est fratrum ordinis predicatorum conventus basiliensis et est de libris magistri Iohannis de Eslingen. oretur pro eo. »

A part notre traité (f. 95 ra — 106 rb), ce manuscrit contient entre autre le texte des décrétales de Boniface VIII (f. 1 ra — 57 va), les clémentines (f. 63 ra — 90 va), la *Summula de processu iudicii* du fameux canoniste Jean André (f. 106 va — 110 rb) et, la réponse d'un franciscain au pape Clement V à propos de la pauvreté franciscaine (f. 110 va — 125 va), et les « oppositiones fratrum iacobitarum et minorum contra magistrum j. de poillyaco doctorem in theologia » (f. 144v — f. 144 v) avec la « responsio magistri iohannis ad articulos sibi obiectos » (f. 144v — 165r¹). Les feuillets libres entre ces différents traités portent des copies de bulles, surtout de Jean XXII, et des notes juridiques.

Le texte du discours de Barthélemy, tel que nous le publions ici, suit fidèlement le manuscrit, le seul d'ailleurs que nous ayons pu trouver. Son texte est généralement bon. Les mots que nous corrigeons, sont rapportés en note. Ceux que nous jugeons superflus se trouvent imprimés entre parenthèses. Ceux que nous avons crus nécessaire d'ajouter, se trouvent insérés entre crochets. Presque toutes les citations ont pu être vérifiées en bas de la page. Dans le texte même nous avons ajouté les versets de l'écriture.

¹ Ce document a été utilisé pour la première fois par N. Valois, Hist. litt. de la France XXXIV 238; 248; il a été édité ensuite par Koch, l. c.

Tractatus fratris Barth. de Bolsenheim, in quo
respondet ad articulos a domino Armacano
contra ordines mendicantium propositos.

« Fac cum servo tuo secundum misericordiam tuam et iustificationes tuas ». Psalmo 118, 124.

Creator omnium rerum opifexque, universi mundi monarcha, Iesus Christus, dominus Deus noster, res cunctas creavit ut essent et hoc est opus suae misericordiae, quia « miserationes eius super omnia opera eius »: Psalmo 114,9; et nedum creavit res ut essent, verum etiam ut bene essent, et hoc est opus suae iustitiae, qua unicuique tribuitur quod sibi debetur, ac infra proprios terminos ordinate locatur, ex quo bene esse consurgit in rebus per Eum, qui « omnia in mensura, numero et pondere disposuit »: Sapientiae 11 cap.^a, 21, his operibus et modis operandi, ex quibus pulchritudo relucet universi. Humiles religiones pauperum mendicantium, « pauperum quidem in peculio, divitum tamen vita pura »¹ ac catholica doctrina, creatae sunt per sanctissimos dominos et patres romanos pontifices, Christi opificis ac omnium creatoris vicarios, Vestrae Sanctitatis praedecessores, qui istas religiones confirmantes, creaverunt ut essent, quod est opus misericordiae et gratiae sanctae apostolicae sedis, a qua sede magnitudinis apostolicae sunt missae ut sint et « secum sint ac laborent »² vita et doctrina, quia in circuitu istius celebris sedis sunt istae religiones velut quattuor animalia oculis contemplationis undique plena, « requiem non habentia, nocte et die dicentia: sanctus, sanctus, sanctus »: Apocalypsis 4 cap., 8. Et nedum creaverunt eas ut essent, verum etiam ut bene essent, quod est opus iustitiae, quia praefati romani pontifices istis religionibus concesserunt, dederunt ac tribuerunt quod eis debebatur, ac infra proprios terminos ordinate exemptorie locaverunt, ex quo bene esse consurgit et hactenus consurrexit in religionibus praedictis per eos, qui in privilegiis, gratiis, immunitatibus, pace, tranquillitate atque omni bono eis convenienti et debito munierunt, defensaverunt, confirmaverunt et misericordia cum iustitia sibi occurrentibus seseque mutuo osculantibus protexerunt. Cum igitur, Pater Beatissime, divina clementia sic volente, sitis in hac sede magnitudinis apostolicae digne collocatus, intuitu cuius nos humiles servuli et devoti oratores sumus currentes, stantes et clamantes, quattuor animalia, id est: quattuor religiones pauperes, reputantes quatenus solita misericordia et iustitia Vestrae Sanctitatis praedecessorum, quibus nos,

^a 11 cap.] 9 cap.

¹ Breviarium S. O. Praed. Off. in festo S. P. N. Dominici, antiph. 2 ad Laudes.

² Sap. 9, 10.

ut essemus et bene essemus, creaverunt, ita et vestra innata misericordia et iustitia nos conservet, ut simus et bene simus, et ob hoc non cessamus nocte et die clamare: Sancte Pater, Sancte Pater, Sancte Pater, fac cum servo tuo secundum misericordiam tuam et iustificationes tuas, ut quemadmodum per istam sanctam sedem hactenus creati et conservati sumus in nostro esse et in nostro bene esse quoad privilegia, quoad gratias, quoad pacem et quoad omnia alia, a quibus nostrum bene esse dependet, ita nunc et deinceps perpetuo conservemur in nostro esse et in nostro bene esse. Sic enim servati sumus a sede apostolicae magnitudinis, cui, Pater Beatissime, praesidetis. Igitur fac nunc ut tunc cum servo tuo secundum misericordiam tuam et iustificationes tuas.

Cum igitur istis temporibus nostrae, immo vero ^a Vestrae Sanctitatis religiones tribulentur, molestantur, perturbentur in suo esse ac impugnentur in suo bene esse, id est: in sua pace, in sua tranquillitate, in suorum privilegiorum et gratiarum vigore et effectum per quosdam, contra tamen - ut videtur - apostolicae sedis misericordiam et iustitiam, idcirco placeat Sanctitati Vestrae, Pater Beatissime, audire aliqua breviter tam de communi consensu et voluntate magistrorum omnium de praedictis et pro praedictis religionibus hic adstantium, Vestrae Sanctitati ac venerabilibus patribus et dominis cardinalibus proponenda, propter quae et in quibus impugnamur, et quae a nostris impugnatoribus sunt dicta et publice proposita et scripta. Quibus auditis, videat et iudicet eadem Sanctitas Vestra, utrum communicent ^b in proposito, ad quod introducuntur vel non, concludant vel non, sint motiva sufficientia pro articulis, quos inferre nituntur, vel non, et an taliter impugnantes seu loquentes et eorum motiva sint de opinionibus seu erroribus et motivis illorum, qui tempore domini Iohannis ¹ insurrexerunt contra aliqua privilegia religionum mendicantium vel non, et universaliter an dicta talium sint suspecta vel non. Videat insuper eadem sanctitas vestra nostram innocentiam, et acceptet excusationem, quoniam hic ad finem alium non intendimus nec volumus loqui, nisi Vestram Sanctitatem, Pater Beatissime, informando, et nos humiliter exusando sine impatientia, sine livore, sine vindicta, quam non expetimus, sine mentis perturbatione et passione, immo cum omni modestia, humilitate, reverentia et ex caritate, sicut decet et fieri debet coram tanti Patris et Domini Sanctitate per humiles religiosos fratres in Christo et in Spiritu Sancto pauperes et devotos. Quibus finaliter visis et auditis, Eiusdem Sanctitatis Maiestas dignetur nos ponere, nos conservare, nosque confirmare in nostro esse, in nostro bene esse, in nostris privilegiis, in nostris gratiis, in nostra pace mentis et corporis, pro nunc et semper, ut de Vestrae Sanctitatis gratia et patrocinio haec et his similia a nullo penitus hominum in perpetuum resumantur.

^a vero] veri — ^b communicant

¹ Iohannes XXII.

[PRIMUS ARTICULUS]

Imprimis igitur opponitur et proponitur ab archiepiscopo Armacano ad finem praedictum articulus talis: Votum paupertatis et alia vota consiliorum et mandatorum non sunt ad perfectionem vitae utilia aut necessaria ad salutem, nec ad ea^a emittenda Dominus noster Iesus Christus aut Spiritus Sanctus umquam aliquem persuasit.

Motiva sunt ista:

Christus dissuasit iuramenta, Matthaei 5 cap., 34. Igitur, cum vota iuramentis sint aequivalentia, sequitur quod Christus vota consiliorum dissuasit.

Praeterea, si votum fuisset utile ad sequelam Christi vel ad perfectionem vitae, Christus iuveni, cui suadebat vitae perfectionem, illud nullatenus tacuisset, cum dixit: « Si vis perfectus esse »¹ etc. Ergo etc.

Sed sine dubio ista parva motiva ad infringendum oppositum articulum quemcumque fidelem non debent movere, quia ista et istis similia parum, immo nihil concludunt. Sequuntur etiam aliqua periculosa et erronea ex isto articulo et suis motivis, ut iudicare poterit vestrae sanctitatis sapientia. Est etiam tertio contra sanctorum patrum attestaciones et sententias.

Quantum igitur ad primum, tunc dico quod motiva nihil concludunt, quia si iste arguens dicat quod Christus dissuasit iuramenta tamquam illicita, inutilia et superflua, constat quod est error Waldensium, maxime cum Deus ipse iurasse legatur in scripturis divinis, ut Genesis 22 cap., 16: « Per memetipsum iuravi, dicit Dominus, quia fecisti rem hanc », et Psalmo 88, 36: « Semel iuravi in sancto meo, si David mentiar », et Psalmo 104, 4: « Iuravit Dominus et non pœnitebit eum ». Si dicat quod dissuasit iuramenta non secundum se sed secundum aliquam causam vel circumstantiam, a qua vel secundum quam procedit communiter vel frequenter, tunc constat, quod ex hoc non sequitur, quod Christus simpliciter dissuaserit iuramenta, sed est fallacia secundum quid et simpliciter, et tunc vel in tali casu non est licitum iurare. Igitur numquam vel in nullo casu est licitum iurare, quod est notorie falsum. Unde tam iuramenta quam votum, quod procedit ex vehementia desiderii et amoris ad faciendum honesta et præcavendum turpia, vel etiam ad restringendum quædam alias licita, non solum est licitum, sed est utile et meritorium atque sanctum. Sic enim iuravit Propheta Psalmo 118, 106 dicens: « Iuravi et statui custodire iudicia iustitiæ tuæ ». Patet igitur quod motivum primum non valet.

^a ab ea

¹ Matth. 19, 21.

Similiter nec secundum, nisi dicatur, quod Christus, suadendo iuvenem sequelam suam, non tacuit nec tacere debuit aliquid pertinens ad perfectionem vel sequelam Christi prædictam, et tunc sequitur, quod oboedientia, castitas et abstinencia ac multiplex arctitudo pœnitentiæ, quæ Christus æque tacuit sicut circumstantiam voti, non sunt ad perfectionem vitæ utilia. Patet quod argueretur in consimili forma: Christus tacuit et non dixit iuveni de castitate. Igitur castitas non est utilis ad perfectionem vitæ. Item Christus tacuit et non dixit iuveni de oboedientia, et sic de aliis. Igitur oboedientia et alia consimilia non sunt ad perfectionem vitæ utilia. Quæ quam sint erronea, non credo dubitare aliquem sanæ mentis terminos intelligentem. Patet igitur quod nec motivum secundum valet, et per consequens patet quod motiva arguentis nihil concludunt.

Quantum ad secundum ex isto articulo cum prædictis motivis sequuntur aliqua periculosa et erronea. Sequitur enim primo, quod votum annexum baptismati, quo baptizatus per se vel per alium vovet servare mandata, sicut habetur De consecratione, dist. 4, cap. *Prima*¹, non est utile ad salutem.

Secundo sequitur, quod sponsio coniugum nubentium voce vel signo expressa^a non est utilis ad salutem illorum, qui volunt nubere, cum tamen excuset actum coniugalem a reatu culpæ mortalis, qui alias eisdem inesset.

Tertio sequitur, quod votum castitatis sollemnizatum in susceptione sacri ordinis et ordinibus sacris annexum, dist. 27, *Diaconus*², et 28³, in multis capitulis, non est utile ad salutem et per consequens ecclesia erravit huiusmodi votum annectendo seu coniungendo sacris ordinibus.

Quarto sequitur, quod Iacob patriarcha, Genesis 28 cap., 20, et nazaræi, Numerorum 6 cap., 21, et multi alii, quibus scriptura est plena, et mater Domini nostri Iesu Christi, quæ^b vovit castitatem, « nisi Deus aliter revelaret », ut patet 27, quæ est. 2, cap. *Beata Maria*^c 4, vovissent inutiliter ad salutem, cum tamen scripturæ prædictæ hæc referant ad laudes maximas eorumdem.

Quinto sequitur, quod perfecta oboedientia, quæ nihil retinet propriæ voluntatis, non sit utilis ad salutem, quia talis haberi non potest sine votis vel iuramentis, quibus demptis, retinetur libertas, quæ est maxima pars propriæ voluntatis.

Sexto sequitur, quod oboedientia subditi, quæ^a ex dempto voto esset tantum persuasio vel exhortatio, cui subditus non plus teneretur oboedire

^a expressata — ^b qui — ^c Beata Maria] sed quia quis consensus — ^d quæ] qui tantum

¹ Decretum Gratiani, parte III De consecratione, dist. 4, cap. 73 *Prima*; edit. Friedberg I 1386.

² Decr. Grat. I, dist. 27, cap. 1; Friedberg I 98.

³ Decr. Grat. I, dist. 28 cap. 1, 3, 5 etc.; Friedberg I 100, 101 seqq.

⁴ Decr. Grat. II, dist. 27, q. 2, cap. 2; Friedberg I 1063.

quam e contra, et per consequens nulla obœdientia sub ratione, qua est obœdientia præcepti, foret utilis ad salutem.

Septimo sequitur destructio et subversio totius ecclesiasticæ hierarchiæ, quia articulus iste destruit statum clericorum, quia destruit sacramentum ordinis, ut dictum est. Destruit etiam statum cluniacensem, cisterciensem chartusiensem, canonicorum et religiosorum mendicantium quorumcumque, quia destruit votum professionis cuiuscumque. Destruit insuper statum laicorum, qui ad remissionem peccatorum suorum facilius consequendam vovent ieiunia, vigiliis, peregrinationes; et huiusmodi vota omnia comprobant ecclesia, et per consequens errat non solum comprobando, sed etiam talia permittendo, si sint inutilia ad salutem.

Octavo iste articulus est contra determinationem ecclesiæ, Extra, De voto et voti redemptione, cap. *Magnæ*¹, ubi dicit decretalis, quod illud Psalmi 75, 12: «Vovete et reddite», consulit per vovete et præcipit reddere. Male autem consuleret, si vovere non esset utile ad salutem. Nec potest dici, sicut dicit arguens, quod scilicet illud prius præallegatum intelligitur de voto desiderii, non de voto sponsionis, quia votum desiderii tantum nullum obligat ad reddendum, saltem non obligat sub poena peccati mortalis, et per consequens decretalis est falsa, quæ dicit, quod reddere vota est præceptum, vel illud prius intelligitur de voto sponsionis. Patet igitur quod iste articulus est falsus et erroneus, et quod ex eo et suis motivis sequuntur multa periculosa et erronea, ut clare patere potest ex dictis.

Videat etiam et iudicet, Pater Beatissime, Sanctitas Vestra, si aliquæ conclusiones vel aliqua ex prædicto sequantur articulo et suis motivis hæretice vel hæretica, quia eius est de istis iudicare sicut de omnibus aliis.

Quantum ad tertium iste articulus cum suis motivis est contra sanctorum patrum attestaciones et sententias. Attestatur enim sententialiter Augustinus 17 libro De civitate Dei, cap. 4², apostolos vovisse et votum fecisse, quod omnia relinquerent et sequerentur Christum. Quis autem tantæ absurditatis existeret, quod votum illud diceret apostolis non profuisse ad salutem et ad vitæ perfectionem non utile fuisse.

Item concludit ibidem Augustinus, quod votum illud, tamquam rectum, fuit a Deo, sicut et omnia vota recta. Igitur votum consiliorum, cuiusmodi erat votum apostolorum derelinquendo omnia, erat rectum, et velut tale fuit a Deo, et per consequens nunc non minus est rectum et a Deo in his, qui exemplo apostolorum emittunt vota consiliorum et aliorum mandatorum Dei.

¹ Decretal. III, tit. 34 De voto et voti redemptione, cap. 7 *Magnæ*; Friedberg II 592. La citation n'est pas littérale.

² Augustinus, De civ. Dei XVII 4; PL 41, 530.

Item Augustinus tractans verbum apostoli Petri, quo pro se et cæteris apostolis dixerat Christo: « Ecce nos reliquimus omnia et secuti sumus te ¹ », subiungit dicens: « Hoc votum potissime voverant. Sed unde hoc eis nisi ab illo, de quo dictum est: Dans votum voventi? ». Constat autem quod dans votum voventi est Deus vel Spiritus Sanctus, dicente Augustino ibidem: « Non Domino quisquam quidquam rectum voverat, nisi ab illo acciperet, quod voveret ». Igitur votum consilii, de quo illud. Nec potest dici, quod votum illud fuit desiderii, non spon- sionis vel promissionis, quia oppositum determinat dominus Iohannes XXII expresse in decretali *Quia vir reprobus* ². Ergo etc.

Præterea Bernardus in De dispensatione et præcepto ³, loquens de huiusmodi ^a votis sic ait: « Absque necessitate voti remissio non dispensatio sed prævaricatio est, et restrictio contra voluntatem murmur est, non profectus ». Igitur reddere votum vel voti redditio est vitæ profectus et ad perfectionem vitæ necessaria vel utilis. Et hoc de primo articulo.

[SECUNDUS ARTICULUS]

Secundo opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulo talis: Præceptum divinum est, quod cuncta, quæ lex præcipit de sacramentis, fieri debent in ecclesia parochiali (atque exercenda). Alia loca quæcumque sunt a Deo et eius lege prohibita.

Motiva sunt ista:

Nam Deuteronomii 12 cap., 1, scribitur sic: « Hæc sunt præcepta atque iudicia, quæ facere debetis », et sequitur cito post [v. 5]: « Ad locum, quem elegerit Dominus Deus vester de cunctis tribubus vestris, ut ponat nomen suum ibi et habitet in eo, venietis, et offeretis in illo loco holocausta et victimas vestras et decimas atque primitias manuum vestrarum et vota atque donaria, primogenita bovum et ovium vestrarum ». Et infra 13-14: « Cave, ne offeras holocausta tua in omni loco, quem videris, sed in eo, quem elegerit Dominus in una tribuum tuarum offeras hostias et facias omnia, quæcumque præcipio tibi » etc.

Sed sine dubio motivum istud parum vel nihil moveri debet non volentem iudaizare, quia propositum illud, ad quod arguens tendit, pror-

^a huius

¹ Matth. 19, 27.

² Iohannes XXII, bulle *Quia vir reprobus* du 16 nov. 1329; Bull. Francisc. V 408.

³ Bernardus Clareval., De præcepto et dispensatione, cap. 5; PL 182, 867.

sus non concludit, quia secundum sensum litteralem constat, quod hoc praeceptum fuit caeremoniale, sicut patet de bobus, ovibus et victimis et holocaustis, quæ sunt evacuata et prohibita christianis. Si igitur locus electus pro exercitio istorum est locus parochialis sequitur quod locus parochialis est de synagoga Moysi, non de ecclesia Christi. Patet, quia in nullo loco ecclesiae Christi talium currit exercitium, nec de iure, nec de facto. Constat autem, quod de facto istorum exercitium currit in synagoga Moysi. Igitur. Secundum vero sensum mysticum seu figuralem nullus doctorum hucusque locum electum a Domino tantum ad ecclesiam parochialem restrinxit, nisi iste arguens, cuius auctoritatem non recipimus in hac parte. Unde salva sua reverentia, mirandum est qua conscientia ipse poterit vel possit confessiones facere vel audire aut missas celebrare alibi quam in ecclesia parochiali, sua semetipsum sententia condemnante. Quapropter locus electus a Domino universalem ecclesiam congregatam ex omnibus ecclesiis cathedralibus, parochialibus et monasteriorum seu religiosorum ecclesiis et capellis ac locis quibuscumque, per sedem apostolicam mediate vel immediate ordinatis vel privilegiatis ad ministrandum seu recipiendum in eisdem proprie mystificat^a et figurat. Unde Glossa ordinaria^{1 b} super textum allegatum quantum ad sensum litteralem dicit sic: « Occasionem amputat idolis sacrificandi. Ideo enim præcipit in templo et ad altare offerri hostias, ut ubi est integra religio, ibi cultus congruus exhibeatur ». Et immediate subiungit sensum figuratum: « Sic mystice autem innuit nullum munus a Deo acceptabile esse extra ecclesiam catholicam. Hic est enim locus, quem Deus elegit, ut ponat nomen suum ibi et habitet in eo, et ad istum sensum currit prophetia Malachiae prophetae, quæ scribitur Malachiae I cap., II per hunc modum: « Ab ortu solus usque ad occasum magnum est nomen meum in gentibus et in omni loco sacrificatur nomini meo oblatio munda ». Et ad eundem sensum dicitur Iohannis 4 cap., 23: « Venit hora, quando nec in monte hoc nec Hierosolimis adorabunt Patrem ». Et sequitur: « Veri adoratores adorabunt Patrem in spiritu et veritate ». Patet igitur, quod motivum non valet et per consequens quod motiva^c arguentis nihil concludunt^d, et hoc quantum ad primum.

Quantum ad secundum, ex isto articulo sequuntur errores multi et conclusiones male sonantes, destruentes ritum ecclesiae a temporibus maximis observatum etiam in collationibus sacramentorum.

Sequitur enim primo, quod aliquid est a Deo et a sua lege prohibitum, quod sancta mater ecclesia autorizat, ordinat et concedit tamquam licitum, meritorium atque sanctum, scilicet sacramenta et sacramentalia posse alibi quam in ecclesiis parochialibus ministrari.

^a mysticat — ^b ordinata — ^c motiva] in activa — ^d concludit

¹ Glossa super Deut. 12,1; Edit. cum Glossa Lyrani; Venetiis 1588, I 345r.

Secundo sequitur, quod omnes christiani cuiuscumque conditionis, qui obtulerunt aut offerunt sacrificia, et oblationes fecerunt aut faciunt, vel sacramenta ministrarunt aut ministrant, vel receperunt seu recipiunt, fecerunt contra praeceptum Dei et legis suæ, et per consequens mortaliter deliquerunt.

Tertio sequitur, quod omnes summi pontifices seu cardinales vel praelati quicumque, qui in conciliis generalibus vel alibi ordinarunt vel concesserunt aut etiam consenserunt, quod sacramenta possent alibi quam in parochiali ecclesia ministrari, divinum praeceptum sunt transgressi et mortaliter peccaverunt iuxta illud ad Romanos I, 32: « Qui talia agunt, digni sunt morte, non solum autem qui faciunt, sed qui consentiunt facientibus », et II Paralipomenon [19,2] dicitur de Iosaphat: « Impio præbes auxilium et his, qui oderunt Dominum, amicitia iungeris, et idcirco iram Domini merebaris ».

Quarto sequitur inobœdientia, schisma et divisio in ecclesia sancta, quia provocat non immerito bonos et sanctos viros ad contemnendum quascumque ordinationes ecclesiæ contrarias praeceptis Dei et legis suæ tamquam invalidas et iniquas.

Quinto sequitur, quod tenens istum articulum aliter sententiat et sentit de sacramentis ecclesiæ quam sancta romana ecclesia prædicat et observat. Consideret igitur et observet Pater Beatissime, Sanctitas Vestra, quæ « omnia iura mundi in scrinio sui pectoris habet recondita »¹, utrum iuxta capitulum *Ad abolendam*, Extra De hæreticis², taliter pertinaciter sentiens sit excommunicatus et tamquam hæreticus censendus vel non.

Sexto sequitur, quod ecclesia circa doctrinam directoriam ad salutem errat et erravit per tempus, cuius de contrario memoria non existit, quia per tantum tempus doctrinam contrariam legi Dei et eius praeceptis tenuit et docuit et in opere continuo observavit, in tantum etiam, quod quædam sacramenta, sicut confirmatio et extrema unctio, alibi quam in ecclesiis parochialibus quasi regulariter ministrantur. Quæ omnia, quantum sint erronea, male sonantia, ac ritum ecclesiæ hactenus observatum destruunt, nullus sanæ mentis dubitat. Et hoc quantum ad secundum.

Quantum ad tertium iste articulus cum suo motivo est contra sanctorum patrum attestaciones et sententias, quas de ecclesia et de ecclesiis Christi per orbem diffusis promulgaverunt. Unde si aliqua esset ecclesiarum diversitas penes electionem Dei, ut iste arguens in arguendo videtur dicere, hoc maxime videretur de ecclesia urbis romane vel alterius aliquius famosæ. Sed hoc non est, testante Hieronymo: ³ « Non

¹ VI Decretal. I, dist. 2, cap. 1; Friedberg II 937.

² Decretal. V. tit. 7 De hæreticis, cap. 9 *Ad abolendam*; Friedberg II 780.

³ Hieronymus, Epist. (146) ad Evangelum, n. 1; PL 22, 1194, citatur in Decret. Grat. I, dist. 93, cap. 24 *Legimus*; Friedberg I 327.

altera, inquit, romanæ urbis ecclesia, altera totius^a orbis æstimanda est; et Gallia et Britania, Oriens et Iudea et omnes barbaræ nationes unum (enim) Christum adorant, unam observant regulam veritatis». Unde quidquid romana ecclesia ecclesiis ubicumque et qualitercumque fundatis concedit, concessum est eis, et eo uti legaliter possunt, sicut eo quod cuicumque membro conceditur a capite. Unde Petrus Ravennas¹ sic ait: « Quod enim stipiti rami, quod capiti membra, quod soli radii, quod fonti rivuli, hoc apostolicæ sedis eminentiæ debent omnes ecclesiæ, quas ubicumque ubique terrarum religio christiana fundavit ». Propter quod communiter dicitur: Ecclesia est singularis fidelium uniuscuiusque civitatis congregatio, nec fit mentio de quacumque ecclesia parochiali plus quam de aliis non parochialibus^b, dummodo sint membra eminentiæ sicut sunt oneris, quæ eius auctoritate fundatæ sunt per universum mundum, quod aperte Augustinus probat XIX^o De civitate Dei cap. 17² dicens: « Hæc igitur civitas cælestis, dum peregrinatur in terris, ecclesia scilicet Christi, ex omnibus gentibus cives evocat atque in omnibus linguis peregrinam colligit societatem, non curans quidquid in moribus, legibus, institutisque divisum est, si religionem, qua unus et summus verus Deus colendus docetur, non impedit ». Constat autem quod nulla est ecclesia parochialis, quæ ex omnibus gentibus atque linguis peregrinam colligat societatem. Igitur sancti patres, ut Augustinus et cæteri, non loquuntur de quacumque ecclesia parochiali, quæ per legem aut Dei præcepta sit plus electa quam alia, vel quæ tantum electa et non alia, sed loquuntur de universali ecclesia, extra quam nec salus nec remissio peccatorum est. Ergo etc.

Præterea si Deus per casum transferret dominum nostrum papam in paradysum terrestrem corporaliter, concesso quod sit locus terrestris in partibus orientis, ut videtur dicere Isidorus^c, et per consequens sit de iurisdictione domini nostri papæ cum habitatoribus suis, consecret tunc dominus noster paradysum et ordinet Eliam et Enoch in sacerdotes, dando eis privilegia religiosorum non parochialia, quis tantæ dementiæ homo auderet dicere dominum papam consensisse et dedisse privilegia contra divina mandata et legem Dei? Quis etiam auderet dicere Enoch ante legem translatum ministrantem sacramenta in ordine suo prævaricatorem legis et est nunc, mandatorum Dei, et similiter Eliam, qui fuit tempore legis et lege evacuata? Et multo minus rationabiliter auderet quis dicere etiam nunc quemcumque privilegiatum per hoc, quod uteretur suis privilegiis a summo pontifice concessis, prævaricatorem legis et mandatorum Dei. Igitur iste articulus cum suis motivis non valet. Et hoc de secundo articulo.

^a totius] thorius — ^b parochialibus] parochiali — ^c Isidorus] sidor

¹ Petrus Ravennas (Chrysologus). Nous n'avons pas retrouvé la citation.

² Augustinus, De civ. Dei XIX 17; PL 41,646.

³ Isidorus Hispal., Etymolog. XIV 3; PL 82, 496.

[TERTIUS ARTICULUS]

Tertio opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulus talis: Christus, secundum quod homo, subditus fuit legi non tantum divinae sed legi positivae iuste adventitiae sive humanae, immo iuri civili arctanti eum, quod non poterat possidere divitias, quas volebat.

Motiva sunt ista:

Nam ad Galatas 4 cap., 4, dicitur: « Misit Deus filium suum, factum ex muliere, factum sub lege », quod non intelligitur de lege divina tantum sed humana, ut iste arguens ponit.

Item ad Hebraeos 2 cap., 16, dicit Apostolus, quod Christus « nusquam angelos apprehendit, sed semen Abrahae ». Unde debuit per omnia fratribus assimilari, et hoc, ut iste arguens asserit, tam in legis subiectione quam in corporis mortalitate et in aliis, et ideo, ut asserit, a sua et in sua origine, quando semen Abrahae apprehendit, fuit factus sub lege vel legi subditus.

Item non fuit conveniens, quod Christus illam legem: « Reddite, quae sunt Caesaris, Caesari » tamquam communem decrevisset esse servandam, si eam subire volebat. Sed constat quod decrevit eam esse servandam, Matthaei 22 cap., 21. Igitur eidem fuit subditus.

Sed sine dubio motiva ista ita impertinenter adducuntur ad propositum istius argumentis, quod mirandum est, quod propter ista tantum legislatorem subicere legi humanae voluit, quia nec hoc praedictae auctoritates, nec aliae quaecumque celebres posuerunt nec concluderunt, quod patet inductione:

Non enim auctoritas prima, quia Apostolus loquitur tantum ibidem de lege mosaica seu divina, et per consequens ex illa nihil sequitur de lege humana. Praeterea secundo, cum dicitur: Christus factus fuit homo tempore legis, id est: tempore, quo iudaei ad legis observantias tenebantur, eo modo, quo Augustinus in Enchiridio¹ et alii doctores ponunt hominum differentias ante legem, sub lege, sub gratia, et tandem in pace plena atque perfecta. Alio modo secundum Augustinum, De gratia novi testamenti², Christus factus fuit sub lege, quia fuit factus suscipere legis sacramenta sicut circumcisionem et alia, et iste intellectus habetur in Glossa ordinaria³ ad Galatas 4 cap. super eodem verbo. Istis enim modis Christus factus fuit sub lege. Non tamen ex hoc sequitur, quod Christus fuit sub lege, vel lege subditus cuicumque, quia qui legem spiritualiter implet, sicut indubie fecit Christus, non est sub lege, dicente Apostolo ad Galatas 5 cap., 18: « Si spiritu ducimi-

¹ Augustinus, Enchiridion, cap. 118; PL 40, 287.

² Augustinus, De gratia novi testamenti seu epist. 140 ad Honoratum, cap. 4, n. 11; PL 33, 542.

³ Glossa super Gal. 4, 1; ed. cit. VI 85 v.

ni, non estis sub lege ». Non tamen fuit sine lege Dei, sed fuit in lege Dei, dicente Apostolo de seipso I ad Corinthios, 9 cap., 21: « Factus sum his, qui sunt sub lege, quasi essem sub lege, et his, qui sunt sine lege, quasi essem sine lege, cum sine lege Dei non essem, sed essem in lege Christi ». Unde esse legi subiectum vel esse sub lege est lege premi, non sublevari, et esse reum. Similiter non implere legem, nec agere secundum legem, sed agi secundum legem, est esse servum, non liberum. Esse vero in lege est esse e contrario, secundum Augustinum, tractatu Psalmi 1¹ (et 31) et 3 sermone Evangelii secundum Iohannem² et in libro De opere monachorum³ et in Epistola ad Hieronymum⁴ et in libro De natura et gratia⁵. Igitur ille est legi subditus vel sub lege, quem praevaricatore lex vel legis minister, sicut servum suus dominus, iuste coerces, quod de Christo nullatenus est concedendum.

Secunda etiam auctoritas non concludit, quia non est de intentione Apostoli, quod Christus ex hoc, quod semen Abrahae apprehendit, debuerit fratribus assimilari nisi in his, quae eisdem conveniunt ex hoc, quod sunt hominus vel ex hoc, quod sunt semen Abrahae, ut^a dictum est. Subiectio legis nullo modo convenit eis ex hoc, quod sunt homines vel semen Abrahae. Quare non sequitur conclusio, quam intendit. Unde Glossa ordinaria sic dicit: « Debit fratribus assimilari per omnia »⁶, « ut scilicet passibilis et mortalis esset »⁷, et: « quod natus, quod crevit, quod educatus et quod mortuus est »⁸, ubi nullum verbum ponitur de legis subiectione. Similiter quamvis in rei veritate debuisset habere similitudinem fratrum in legis subiectione, non legitur quod debuit habere rei veritatem. Igitur auctoritas nihil concludit.

Tertia etiam auctoritas nihil concludit, quia ipse assumit falsum, scilicet quod Christus decrevisset aliquam^b legem tamquam communem esse servandam, quam subire nolebat, sicut dictum est; et iterum hoc dato, non sequitur conclusio, quam intendit, quia Christus non decrevit illam (illam) legem esse servandam tamquam communem, hoc est tamquam universalem, de tributo reddendo, eo quod probaverat se esse exemptum^c,

a ut] et — b aliam — c exemplum

¹ Augustinus, Super Psalmos, Ps. 1, n. 2; PL 36, 67.

² Augustinus, Super Iohannem, tract. 3, n. 2; PL 35, 1396.

³ Augustinus, De opere monachorum, cap. 11; PL 40, 557.

⁴ Augustinus, Epistola ad Hieronymum. C'est le sens de toute la lettre 82. Voir l'édition de J. Schmid, SS. Eusebii Hieronymi et Aurelii Augustini Epistolae mutuae, dans le Florilegium Patristicum de B. Geyer et J. Zellinger, fasc. XXII, Bonn 1930.

⁵ Augustinus, De natura et gratia, cap. 57; PL 44, 281.

⁶ Hebr. 2, 17.

⁷ Glossa interlin; edit. cum Lyrano VI 138r.

⁸ Glossa ordinaria; edit. cum Lyrano ibid.

Matthaei 17 cap., 25, quia filius erat regius vel regis. Quare motiva non concludunt, et hoc de primo.

Quantum ad secundum ex isto articulo adiunctis suis motivis sequuntur multi errores et puncta non bene sonantia. Nam ex articulo et motivo primo sequitur quod Christus non fuit ductus Spiritu, quia secundum Apostolum ¹: « Si Spiritu ducimini, non estis sub lege ». Christus autem secundum istum argumentem fuit sub lege. Igitur etc.

Item si Christus fuit sub lege, Christus non fuit iustus, quia iustis non est lex posita.

Item ex articulo et secundo motivo sequitur quod Christus habuit carnem peccati, nam si secundum istum argumentem Christus fuit legi subiectus, quia fuit similis fratribus in legis subiectione, pari ratione Christus habuit carnem peccati, quia Deus Pater misit eum in similitudinem carnis peccati. Ad Romanos 8 cap., 3.

Item si Christus in sua origine, quando semen Abrahae apprehendit, fuit humanae legi subiectus, cum tunc, secundum istum argumentem, non habuit actum voluntatis humanae, sequitur, quod non sua voluntate humana sed aliena voluntate et auctoritate fuit eidem legi vinculo obligationis adstrictus secundum debitum, quod est damnatum in decretali per dominum Iohannem *Licet iuxta doctrinam Apostoli* ².

Item ex isto articulo et tertio motivo sequitur, quod si Christus, postquam decreverat tributum Caesari fore solvendum, non solvisset, tunc Christus fecisset quod non conveniens, quia per istum argumentem non fuisset conveniens, quod Christus decrevisset legem esse servandam, quam noluit subire vel cui noluit esse subiectus, et per consequens Christus fuisset datus in reprobum sensum, ut faceret quod non convenit; ad Romanos, 1 cap., 28.

Item sequitur, quod quilibet legis conditor est subiectus legi suae, et peccat, si illam non servat, quia decrevit eam esse servandam et per consequens nullus conditor legis potest super suam legem dispensare, quia nullus potest super aliqua lege dispensare cum alio, cuius praecepta ipsemet non potest omittere sine culpa.

Item sequitur, quod Christus non fecit convenienter, quod non accepit uxorem et ei reddidit debitum coniugale ^a, ex quo ipsemet per Apostolum Paulum decrevit, quod unusquisque suam uxorem haberet propter fornicationem vitandam, et ei debitum redderet, I ad Corinthios 7 cap., 3, quae omnia sunt erronea et falsa et talia, quae humanae aures audire expavescent.

^a coniugalem

¹ Gal. 5, 18.

² Cette décrétale ne se trouve ni dans le Corpus iuris de Friedberg ni dans le Bull. Franciscain,

Item ex conclusione in se arguitur ita: Christus fuit subiectus legi civili^a arcanti eum, ne possideret divitias, ut volebat. Sed nullus arcatur aliqua lege, cui non est ex debito obligatus. Igitur Christus fuit tali legi ex debito obligatus, et pari ratione fuit cuilibet legi obligatus, cui fuit subditus, quod est contra decretalem prius statim allegatam *Licet iuxta doctrinam*. Ergo etc.

Item si Christus fuit subditus legi mosaicae, Christus non habuit perfectum dominium sabbati, quod fuit unum de principalibus legis, contra illud *Lucae* 6 cap., 5: « Dominus est filius hominis etiam sabbati ». Igitur ista et multa alia consimilia quae ex isto articulo sequuntur in materia et forma sunt erronea, male sonantia et falsa, et, Pater Beatissime, iuxta sapientiam Vestrae Sanctitatis, potestis videre, si ista concordent vel discordent a [de]terminationibus praedecessoris Vestrae Sanctitatis, et iuxta illa consimiliter suspecta potest eadem Sanctitas alia habere, quae dicta sunt per arguentem vel dicuntur. Et hoc quantum ad secundum.

Quantum autem ad tertium, iste articulus est contra patrum attestaciones et libertates ecclesiarum, quoniam si ex hoc, quod Christus semen Abrahae apprehendit, debuit assimilari fratribus in subiectione legis tributariae, cum adoptivi filii apprehendant semen Abrahae per adoptionem, sequitur, quod dominus papa et cardinales et omnes boni christiani huiusmodi^b legi tributariae sint subiecti, quod quilibet horret audire, et patrum consuetudo hactenus hoc non permisit.

Item Mathaei 17 cap., 23-25, conclusit Christus se esse liberum a subiectione legis tributariae et a solutione census, dicens Petro: « Quid tibi videtur Simon, reges terrae a quibus accipiunt tributum vel census? A filiis suis an ab alienis? At ille dixit: Ab alienis ». Quo dicto intulit Christus: « Ergo liberi sunt filii ». Quae illatio fuit bona, et conclusio illata vera. Cum igitur Christus fuit de filiis regalibus, iuxta illud: « Regali ex progenie Maria exorta refulget », sequitur, quod Christus etiam iuxta textum fuit liber a subiectione legis tributariae et solutione census, propter quod non dixit Petro, quod daret pro eo et pro se quatenus subiectus legi, sed quatenus petentes non scandalizaret.

Item hanc veritatem ita clare et apte determinat venerabilis Beda in *Homilia de circumcisione*: *Postquam consummati sunt dies octo*¹ etc., quod etiam nulli fidelium debet esse ambiguum, quod Christus legi non erat subiectus, dicens in haec verba: « Ut autem nobis necessariam oboediendi virtutem praecipuo commendaret exemplo, factum sub lege filium suum misit Deus in mundum, non quia ipse legi quidquam deberet, qui unus magister noster, unus est legislator et iudex, sed ut eos, qui sub lege (erant) positi, legis onera portare nequiverant, sua compassione iuaret ac de servili conditione, quae sub lege erat, ereptos in adoptionem

^a cumuli — ^b huius

¹ Homil. X 10; PL 94, 54.

filiorum, quae per gratiam est, sua largitate reduceret ». Ex quibus verbis clare patet, quod ipse legi non fuit subiectus, tamquam magister, legislator et iudex, nec quidquam debuit legi, et per consequens nec subiectionem, quod est primum debitum, quod subiectus legi debet legi; immo subiectos legi a servili conditione, quae sub lege erat, eripuit. Et est mirabile quod, cum iste doctor Beda cum caeteris patribus dicat, quod Christus nihil debebat legi, et iste arguens dicat, quod Christus debebat subici legi, quia debebat assimilari fratribus in subiectione legis et debebat esse subiectus legi, quod est maximum debitum legi. Si ergo nihil debebat legi, non debebat subici legi. Ex quo clare contradicit sanctis patribus et eorum attestationibus. Nihil enim et aliquid contradicunt. Ergo etc. Et hoc de tertio, et per consequens de toto tertio articulo.

[QUARTUS ARTICULUS]

Quarto opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulus talis: Dominus noster Iesus Christus secundum humanitatem assumptam non fuit vere mendicus vel egenus.

Motiva sunt ista:

Quia si sic, ipse solvisset illud praeceptum Deuteronomii 15^o cap., 4: « Omnino egenus et mendicus non erit inter nos », quia istud mandatum solvit non solum his, qui habent superflua, de quibus egenis non subvenit et mendicis, sed etiam ille, qui dimittit sua et facit se egenum et inopem et mendicum.

Item si Christus fuit vere egenus et mendicus, Christus reddidisset se proximis odiosum, et errasset apostoli et discipuli, de quibus Actuum 4^o cap., 34, dicitur, quod nullus egenus erat inter illos.

Item errasset ecclesia statuens nullum debere sine sufficienti titulo ad sacros ordines promoveri.

Item si Christus fuit vere mendicus vel egenus, tunc mendicitas et egestas ad perfectionem vitae et evangelii pertinent, et per consequens errasset totus mundus sub lege naturae certa cibaria de publicis horreis sacerdotibus assignando. Errasset etiam ecclesia dotationem ecclesiarum admittens et suam perfectionem diminuens. Inepte etiam dedisset Deus legem antiquam, statuens quod sacerdotes, in quibus debebat esse summa perfectio, possessiones et decimas obtinerent. Melchisedech etiam rex Salem, secundum cuius ordinem Christus fuit sacerdos, debuit fuisse egenus vel mendicus, vel dicatur quare non debuit talis esse.

Sed sine dubio ista motiva ex malo sacrae scripturae intellectu adducta nullum debent movere ad negandum mendicitatem et egestatem voluntariam, quam Christus ostendit, apostolos docuit, et ecclesia approbavit, ut patet etiam in religionibus mendicantibus, quorum capita ut

Dominicum et Franciscum, vere ^a mendicos et egenos, canonizavit et vitam eorum pauperem et mendicam celebritate condigna approbavit.

Motiva etiam ista nihil concludunt, quod patet, nam paupertas, inopia, mendicitas et egestas potest contingere ex quadruplici causa, nam quaedam contingit tantum ex necessitate et miseria, cuiusmodi fuit mendicitas et egestas Lazari, de quo Lucae 16 cap., 20, et haec est relevanda, et de tali mandatur divitibus Deuteronomii 15 cap., 11, quod eam relevent, sicut patet per textum sequentem, ubi dicitur sic: « Non deerunt pauperes in terra habitationis tuae. Idcirco ego praecipio tibi, ut aperiās manum tuam fratri tuo egeno et pauperi, qui tecum versatur in terra. » Et simile praeceptum ponitur [Isaiae] 58 cap., 7: « Egenos vagosque induc in domum tuam. » Ex quibus patet quod praeceptum seu mandatum Deuteronomii 15 cap., 4, datum, non prohibet mendicitatem pauperum sed tenacitatem divitum. Secundo contingit tantum ex tepiditate et pigritia vel inertia, sicut cum quis fovet pigritiam et inertiam simulat, de quibus loquitur Lex, cap. De mendicantibus validis ¹. Tertio contingit ex cupiditate et avaritia, et fit pro lucro cumulando, et utraque istarum est execranda, et isto modo procedit secundum motivum et auctoritas inducta Proverbiorum 14 cap., 20: « Pauper proximo suo erit odiosus. Aliter enim proximo bono nullus pauper redditur odiosus, quamvis malo proximo omnis pauper sit odiosus, iuxta illud Ecclesiastici 13 cap., 24: « Sicut abominatio superbo humilitas, sic execratio divitis pauper ». Quarto quidem contingit ex humilitate et industria, quando scilicet voluntarie assumitur amore iustitiae et amplioris perfectionis, et haec est collaudanda, nec aliquis sic egenus vel pauper prohibetur sine alio titulo ad sacros ordines promoveri, et quamvis haec paupertas pertineat ad perfectionem vitae et evangelii, non sequitur, quod erraverit mundus sub lege naturae, nec etiam tempore gratiae, nec quod Deus inepte fecerit dando legem scriptam ex hoc quod ordinavit sacerdotibus certum victum, quia sicut nullus debuit ab hac perfectione repellī, ita nullus debuit vel debet ad hanc violenter compelli, et ideo certus victus debuit merito ordinari pro illis, qui volebant hanc perfectionem assumere, et qui nolebant, poterant, sicut adhuc possent omnes, exceptis episcopis, talia abdicare.

De Melchisedech vero nulla est apparentia in argumento, quia idem est ac si diceretur: Cur non baptizavit Melchisedech, ex quo Christus, qui erat sacerdos secundum eius ordinem, baptizavit; vel cur non fuit iste per omnia perfectus sicut Christus? Igitur patet quod motiva ista non concludunt. Et hoc quantum ad primum.

^a veri

¹ Cod. Theodosiani lib. 14, tit. 18, leg. 1 De mendicantibus non invalidis; ed. Haenel, Romae 1832, col. 1414; ed. Mommsen-Meyer, Berlin 1905, I 2, pag. 797.

Quantum ad secundum ex istis motivis et articulis sequuntur multi errores et perversitates; nam ex primo motivo sequitur, quod sancti primæ vae ecclesiae, qui erant in Hierusalem, pro quibus apostoli fecerunt collectas pes ecclesias, solvissent illud mandatum: « Omnino egenus et mendicus non erit inter vos », quia nisi fuissent egeni, apostoli non fuissent ita solliciti.

Item sequitur, quod tota multitudo christianorum divitum, quæ secundum istum arguentem arctius obligatur ad observantiam huius præcepti quam iudaei, peccasset et peccaret mortaliter tot egenos et mendicos permittendo inter eos.

Item ex secundo motivo sequitur, si Christus se non debuit reddere proximis divitibus odiosum, pari ratione non debuit dicere veritatem, quia veritas parit odium.

Item sequitur quod non esset ^a contrarius opinionibus malorum, nec esset ^b cum eisdem in vita difformis, quia Sapientiae 2 cap. 12, scribitur: « Circumveniamus iustum, quoniam contrarius est operibus nostris », et sequitur: « Gravis est nobis ad videndum, quoniam difficilis est aliis vita illius ».

Item ex tertio motivo, quod si Christus fuisset egenus, tunc erraverunt discipuli, inter quos nullus erat egenus, sequitur quod erraverunt sancti, de quibus ad Hebraeos 11, 37 dicitur: « Circueverunt in melotis, in pellibus caprinis, egentes, angustati, afflicti » etc. Immo erraverunt et errant omnes, qui non semper sustinent, quidquid aliquando sustinuit Christus, et qui non ita perfecti sicut illi.

Item ex quarto motivo, scilicet quod si Christus fuit egenus, erravit ecclesia statuendo aliquid, cuius contrarium fecit Christus, et per consequens ecclesia erravit et apostolus Paulus denunciando hoc statutum: « Si circumcidamini, Christus vobis non proderit ». Ad Galatas 5 cap., 2.

Item errat et erravit ecclesia statuendo ieiunium a carnibus pro tempore, pro quo Christus comedit agnum paschalem.

Item sequitur ex motivis quod Christus, ex quo fuit virgo, inepte dedit legem antiquam statuens sacerdotium in semine aliquorum esse perpetuandum, et per consequens statuendo coniugium eisdem, vel indulgendo eis fornicationem, cum aliis modis semen sacerdotii non poterat suscitari ^c. Eligat igitur iste arguens alterum istorum, scilicet quod sacerdotes summæ perfectionis debebant habere uxores, aut quod liceat eis habere concubinas, ut habeant semen sacerdotii sempiterni, aut ineptam fuisse legem Dei, quæ statuit eisdem coniugium excludens virginitatem, aut dicere cum Ioviniano ¹ coniugium esse paris perfectionis sicut virginitatem, quæ omnia sunt falsa et perversa.

^a esse — ^b esse — ^c suscitare

¹ Augustinus, Contra duas epist. pelagianorum ad Bonifac. 1 2; PL 44,552.

Consideret igitur et advertat, Pater Beatissime, Sanctitas Vestra, quæ attingit a fine usque ad finem fortiter et disponit omnia suaviter, si iste articulus sit sanus vel erroneus, qui ita plane videtur esse contrarius sacræ scripturæ, quæ II ad Corinthios 8 cap., 9, dicit: « Propter nos egenus factus est, cum esset dives »; et constat quod loquitur de egestate corporali.

Item Psalmo 39, 18: « Ego autem mendicus sum et pauper », quam auctoritatem sancti doctores omnes exponunt de Christo secundum humanitatem.

Item Psalmo 108, 17: « Persecutus est hominem inopem et mendicum », id est: Iudas Christum, secundum Glossam¹, quem etiam Psalmum beatus Petrus Actuum 1, 20 exponit de Christo, iuxta illud Lucæ 24 cap., 44: « Necesse est impleri omnia, quæ scripta sunt in lege Moysi et Prophetis et Psalmis de me ».

Item Christus fuit pauper, ut patet Zachariæ 9 cap., 9, ubi dicitur: « Exsulta satis filia Sion, iubila filia Hierusalem, ecce rex tuus venit tibi iustus et salvator. Ipse pauper et ascendens super asinam » etc. Et istud arguens non potest negare. Aut igitur fuit sic pauper, quod vacans spiritualibus operibus egebat subsidiis alienis, et tunc fuit vere egenus; aut sic, quod nec egebat nec in superfluis abundabat sicut Tobias, et tunc secundum istum arguentem non erat meritorium eidem vitæ necessaria ministrare, iuxta illud Lucæ 14, 12: « Cum facis prandium aut cenam » etc., et per consequens Martha et aliae mulieres, quæ sequebantur Christum ministrantes ei, non meruissent, et ipse recipiens ministeria earumdem, fecisset contra doctrinam suam, quod est merito suspectum et falsum, ut iudicare poterit eadem Sanctitas Vestra. Igitur etc., et hoc de secundo.

Quantum ad tertium, iste articulus cum suis motivis est contra sanctorum patrum attestaciones et determinaciones, qui religiosos mendicos et egenos determinaverunt esse in statu perfectionis et salutis, scribente Alexandro IV² in bulla sua *Non sine multa* in hunc modum: « Ordo fratrum Prædicatorum et Minorum sunt in statu salutis, et non solum in statu salutis, sed et perfectionis, et quicumque contrarium dogmatizare præsumpserit, ipso facto est excommunicatus, a qua excommunicatione non potest absolvi nisi personaliter sedi apostolicæ se præsentet ». Et Clemens IV³ scribens Aermensando militi in bulla sua *Quæris a nobis* inter alia sic dicit: « Fratrum Prædicatorum et Minorum ordines in una arcissima^a paupertate fundatos ad unum tendere credimus, salutem scili-

^a altissima

¹ Glossa interlin. super Ps. 108, 17; edit. cit. III 250 v.

² Bull. O. P. I 320. La citation n'est pas littérale.

³ Bull. O. P. I 414.

cet animarum, et ideo, sive hunc sive alium elegeris, arctam viam aggredieris, et per portam intrabis angustam ad terram mellifluam et præ ceteris spatiosam ». Quod nullo modo verum esset, si religiosi mendicantes vel etiam quicumque alii mendicantes voluntarie propter Christum solverent mandata divinæ legis vel errarent, et per consequens mortaliter peccarent, quia nec sic in statu salutis nec perfectionis forent. Igitur etc.

Item cum dicit arguens in arguendo, quod qui reliquit omnia et fit egenus et mendicus, solvit mandatum illud prius allegatum Deuteronomii 15, 4, magis errat quam Vigilantius, quem recitat et reprobatur Hieronymus Epistola 57¹, videlicet quod melius est fructus possessionum paulatim dividere sibi sufficientia retinendo, quam omnia simul relinquere et egere cum Christo, inter quæ Vigilantius dixit primum esse^a melius, concedendo utrumque bonum. Iste autem arguens negat primum esse bonum, immo ponit ipsum esse malum contra Hieronymum et Augustinum De bono coniugali², qui ponit utrumque bonum et secundum melius primo. Est etiam expresse contra Christum, Mathæi 19 cap., 21: « Si vis perfectus esse » etc.

Item erravit gravius quam Ananias etc. Igitur sanctorum patrum sententia et evidens determinatio istum articulum velut falsum et male sonantem non admittit. Et hoc quantum ad tertium.

[QUINTUS ARTICULUS]

Quinto opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulus talis: Inconveniens, illicitum et statui Christi repugnans fuisset, quod ipse spontanee mendicasset.

Motiva sunt ista:

Quoniam nullus pauper validus, qui suo labore potest sibi de necessariis providere, vere eget, et ideo quilibet talis, si petat aliquid sibi conferri, petit non egendo et mendicat sponte, et per consequens peccat, quia facit contra præceptum Exodi 20, 13: « Non concupisces », et contra legem imperatoriam de mendicantibus validis, cui legi Christus fuit subiectus, ut iste arguens astruit. Et vexat proximum indebite contra illud³ præceptum naturæ: « Quaecumque vultis ut faciant vobis homines, et vos facite illis ». Quaestum etiam expectat seu

^a esse] eum

¹ Hieronymus, Contra Vigilantium; PL 23,366.

² Augustinus, De bono coniugali, cap. 9; PL 40,380.

³ Matth. 7, 12.

procurat, quod Christus per os Pauli ¹ condemnavit. Et facit facti mendacium, et est hypocrita, apparens mendicus non vere mendicus existens, quæ de Christo nullus concederet sanæ mentis.

Item, si Christus sic spontanee mendicasset, miracula sua de multiplicatione panum infirmasset, quo miraculo suam doctrinam confirmavit, quia nulli fuisset verisimile istum de paucis panibus multa millia hominum satiasse, qui victum necessarium procurare non poterat sibi ipsi.

Item reddidisset se ipsum de peccato suspectum propter erubescen-
tiam mendicitati naturaliter annexam, quæ tamen non cadit in hominem studiosum.

Sed sine dubio ista motiva multa mala et perversa videntur inferre, si valeant, ut videtur, et nihilominus prima facie supponunt falsum, scilicet quod nullus pauper validus vere eget, quia per arguentem quilibet talis tenetur suo corporali labore sibi de necessariis providere. Sed absurdum est dicere, quod iste tenetur suo corporali labore sibi providere, qui non eget. Igitur talis vere eget et quia motiva sua in isto falso fundavit, patet quod non concludunt.

Discurrendo etiam per singula, patet quod non concludunt, quia non omnis concupiscentia vel desiderium, vel petitio ex illis procedens, est peccatum vel prohibitum per illud mandatum: « Non concupisces », sed solum illa, quæ est ex desiderio rei alienæ cum iniuria aliena, vel quæ est ex desiderio re alienæ tantum, nullo habito respectu vel ordine ad suam indigentiam vel alterius salutem. Sed notum est quod contingit pauperes validos, maxime qui spiritualibus vacant operibus, aliena petere, non ^a tam ex desiderio rei alienæ quam ex desiderio occurrendi suæ egestati et providendi saluti alienæ, et hoc expresse notat Apostolus ad Philipenses 4 cap., 14, ubi sic dicit: « Vos bene fecistis communicantes tribulationi meæ », et sequitur: « Non quia quæro datum, sed requiro fructum » etc. Sic etiam petentes non vexant proximos suos nec eos indebite inquietant nisi forte cupidos et avaros, qui inquietantur ex hoc, quod comedunt de bonis suis et aliquoties subtrahunt necessaria suis, ut parcant pecunie suæ. Eodem modo sic petentes non foveant pigritiam nec inertiam simulant sicut illi, contra quos providet Imperator, cap. De mendicantibus validis ², nec Paulus ³ sic damnavit petentes, sed eos qui mente corrupti prædicabant propter lucrum. Unde ibidem præmittit Paulus: « hominum mente corruptorum ».

^a non] nam

¹ I Tim. 6, 5.

² Voir note 1 à la pag. 152.

³ I Tim. 6, 5.

Item taliter petentes non faciunt facti^a mendacium, nec sunt hypocritae, quia non apparent ex hoc nisi egeni vel egentes, et tales sunt in rei veritate, sicut dictum est.

Item quamquam Christus, ut praedictum est, sic sponte mendicasset, non ex hoc infirmasset miracula sua, nisi forsan apud tam perversos, qui etiam optima facta pervertissent, sed opinionem bonae vitae suae potius confirmasset apud bonos, quia intrepreatati fuissent ad bonum, non ad malum.

Item erubescencia non est annexa sic mendicitati, quamvis forte sit annexa imperfectioni mendicitatis, quia forsan sic mendicans non est satis fixus vel consuetus ad contemptus sui. Unde Paulus [non] verecundabatur de sua penuria: « Placeo, inquit, mihi in infirmitatibus meis, in contumeliis, in necessitatibus » etc.: Il ad Corinthios 12 cap., 10. Beatus etiam Franciscus in Regula¹ sua ait: « Fratres vadant pro eleemosina confidenter, nec oportet eos verecundari ». Eodem modo sanctus Dominicus docuit fratres suos et ipse alacriter et laetus faciebat. Igitur etc. Et hoc quantum ad primum.

Quantum ad secundum, ex istis motivis et argumentis deductione sequuntur multa absurda. Sequitur enim primo, quod Christus et sui Apostoli non fuerunt egeni, nec egebant, quod probatum fuit in praecedenti articulo esse falsum et erroneum, quia satis constat, quod ipsi suo labore corporali poterant sibi de necessariis vitae providere.

Item si petere est peccatum, cum petere sit propter recipere sicut propter suum finem, sequitur quod recipere eleemosinam sit peccatum, et per consequens Christus et apostoli peccaverunt recipiendo eleemosinas, et[iam] non petitas.

Item ponatur quod Paulus resignet iuri suo, quod habuit de exigendo necessaria ab his, quibus praedicavit, et petivisset necessaria tanquam de gratia, et quod Petrus, iure suo retento, petivisset necessaria sibi conferri tanquam stipendium debitum vel mercedem, tunc sic: Petrus et Paulus aequaliter egent vel non egent. Ponatur quod cetera sunt paria et aequaliter petant, quamvis non eodem iure. Igitur uterque aequè petit, unus egendo sicut alius, et uterque peccat secundum istum arguentem vel neuter. Sed secundum arguentem istum Paulus in isto casu peccat. Igitur petens peccat petendo quod sibi de iure debetur.

Item eodem casu retento, Paulus vexat proximum suum indebite et molestat, secundum modum loquendi arguentis etc. Omnia sunt paria de Petro et Paulo, praeterquam quod Paulus proximum suum a quo petit, a debito reddendi liberavit. Igitur Paulus in hoc vexat proximum suum, quod eum a debito reddendi liberavit, quod nullus sanae mentis diceret.

^a ficti

¹ Regula II S. Francisci, cap. 6; edit. ad Claras Aquas 1904, inter Opuscula S. Patris Franc. Ass., pag. 68.

Item sequitur, si Christus sic petendo [fecisset] contra legem imperatoriam de mendicantibus validis, quod Christus fovit pigritiam, inertiam simulavit et promptus fuit ad maleficia et rapinas, quia lex illa solum tales mendicantes obligat, et solum tales faciunt contra legem praedictam.

Item, si Christus sic petendo fecisset facti ^a mendacium et fuisset hypocrita apparens mendicus, non vere mendicus existens, pari ratione fecisset facti ^b mendacium et fuisset hypocrita apparens purus homo, non vere purus homo existens, et apparens in carne peccati, non vere in carne peccati existens: ad Romanos 8 cap., 3, et apparens in mari esse phantasma: Matthaei 14 cap., 26, et discipulis euntibus in Emmaus in effigie peregrini: Lucae 24 cap., 18, et Magdalenae hortulanus, quae omnia sunt absurda.

Item si Christus sic petendo infirmasset miracula sua et suum evangelium offendisset, sequitur pari ratione, quod moriendo ^c miracula de suscitatione mortuorum infirmasset, et per hoc suo evangelio offendiculum posuisset, quod est nimis absurdum.

Item Christus et apostoli ac alii sancti sponte mendicaverunt et existentes pauperes validi, petiverunt sibi aliena conferri. Igitur multipliciter peccaverunt et praecepta superius allegata transgressi fuerunt, quod est impium asserere. Probatur quod ita fuerit, supposita descriptione mendicationis, quae est ista: Mendicare est verbo vel signo petere rem alienam vel tamquam alienam vel tamquam de gratia sibi vel alteri libere conferri titulo egestatis verae vel pretensae. Huius descriptionis singulae partes de se patent. Specialiter tamen ista particula: « tamquam alienam vel tamquam de gratia », de qua amplius quam de aliis posset dubitari, in decretali *Quia vir reprobus* ^d declaratur. Haec igitur descriptio convertibilis est cum descripto. Qua data, probatur propositum sic: Elias propheta, satis existens validus, III Regum 17 cap., 11, verbo petivit bucellam panis et vas aquae sibi libere conferri titulo verae egestatis et tamquam de gratia, ut patet ex modo petendi: « Affer, inquit, obsecro, id est: ob sacra rogo, bucellam panis » etc. Igitur Elias realiter mendicavit et sponte.

Item Christus Iohannis 4, 7 verbo petivit potum corporalem a muliere Samaritana sibi libere ^d conferri titulo verae egestatis, ut patet per Augustinum super Iohannem Homilia 5 ² dicentem: « In omni, inquit, re, quam Christus gessit, hominibus in se credituris praebeuit exemplum. Petit potum et promittit potum; eget accepturus et promittit satiaturus ». Item petivit verbo a Zachaeo prandium et hospitium tamquam

^a ficti — ^b ficte — ^c movendo — ^d bibere

¹ Joh., XXII, bulla *Quia vir reprobus*; Bull. Franciscanum V 408 et Raynaldi Annales, V, ad ann. 1329, c. LXV, p. 423-49.

² Augustinus, Super evang. Iohannis tract. 15, n. 12; PL 35, 1514.

alienum, quia dixit ¹ : « In domo tua oportet me manere », et titulo egestatis, quia si non egisset, ita frontose non petivisset. Item Marci 11, 11, Christus signo petivit hospitium, ubi dicitur quod « circumspicis omnibus » — Glossa ² : « si quis eum hospitio reciperet » — et quod titulo egestatis, patet, quia non habuit, ubi caput reclinaret. Unde Bernardus : « Ut per omnia, o Domine Iesu Christe, te nostrae miseriae conformares, quasi unus de turba pauperum stipem publicam per ostia mendicabas », et sequitur : « Quis igitur det me participem fieri illarum bucellarum mendicatarum ? » Ad istud catholicum propositum est Hieronymus, Chrysostomus, Iohannes Abbas Montis Sinai, Sanctus Thomas et ceteri catholici tractatores, quorum dicta in medium proferre, quia foret longum, idcirco solum unum in isto proposito supplico Sanctitati Vestrae, Beatissime Pater, scilicet, quod si propositiones sacri canonis sunt verae — si pro quia, quia sunt verae — et modus arguendi est bonus, si ea, quae sequuntur et inducta sunt illative taliter ex catholicis praemissis, sint erronea vel non, suntque falsa et male sonantia vel non, sint ulterius in sacris eloquiis suspecta vel non. Haec enim et his similia Vestrae profunditatis, non meae parvitatis et superficiei sunt. Et hoc de secundo.

Quantum ad tertium, patet ex inductis et ostensis, quod iste articulus cum suis motivis est contra sanctorum attestaciones et determinaciones. Est etiam contra paternas traditiones. Patet, nam quod religiosi mendicantes, qui sunt validi et omnia dimiserunt propter Christum, non possint licite eleemosinas petere et mendicando victum suum acquirere, fuit damnatum tempore Alexandri IV ³, ut notum est.

Item Christus, Apostoli, Alexius, Benedictus, Dominicus, Franciscus et omnes pauperes validi, qui vixerunt et vivunt impendiis alienis, per hoc non peccaverunt, immo meruerunt, ut ad nos paterna deduxit traditio, alias ecclesia vitam eorum, regulas et instituta tam solemniter non canonicizasset nec approbasset.

Item peregrini corpore validi petunt eleemosinam egestate compulsi, et tamen propter hoc nullus umquam dixit eos peccare, immo forte peccarent, si corporaliter laborando conquirent sibi vitae necessaria, quia in casu propter laborem retardati, negligenter terminum voti, et ita non redederent votum sicut voverunt, et per consequens graviter peccarent.

Eodem modo de scholaribus pauperibus, quorum studium praefertur labori corporali, qui etiam quaestando peccarent secundum istum arguentem, quae omnia absurditatibus sunt plena. Et hoc quantum ad tertium et per consequens quantum ad quintum articulum.

¹ Luc. 19, 5.

² Glossa interlin. edita cum Lyrano Venetiis, V 110 r.

³ Alexander IV, bulla *Non sine multa* 19 et 21 oct. 1256; Bull. O. P. I 320-21.

[SEXTUS ARTICULUS]

Sexto opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulus talis: Spontanea mendicatio est dissuasa a Christo et ab apostolis et ecclesia et sacris scripturis et reprobata.

Motiva sunt ista:

Primum. Nam, ut ait iste arguens, pauperibus validis, quos ipse vocat spontanee mendicos, non est eleemosina conferenda, quia tales non sunt ad mendicorum convivia admittendi, quia habent, unde retribuunt: *Luc* a e 14 cap., 12.

Item secundum sententiam Apostoli, « qui non vult operari, non manducet »: *II ad Thessalonicenses* 3 cap., 10.

Item Proverbiorum 6, 6-11, et 20 cap., 3, dicitur: « Propter frigus piger arare noluit. Mendicabit igitur aestate, et non dabitur ei ». Igitur etc.

Sed sine dubio diligenter consideranti sacrae scripturae intellectum et perverse non exponenti apparet, quod ista motiva non valent ad propositum, nec aliquid concludunt. Nam evangelium describens convivium vel prandium meritorium vitae aeternae primo excludit illos solum, qui possunt reinvitare et per reinvitationem huius convivium retribuere et recompensare. Sed notum est, quod pauperes, quamvis validi, non habent, unde potentes et nobiles reinvitent, sed divites tantum possunt hoc facere. Igitur illi soli et non pauperes validi ab hoc convivio excluduntur. Secundo admittit eos, qui non habent, unde retribuunt. Sed constat, quod haec retributio debet intelligi de retributione reinvitationis, quia aliter sequeretur, quod aliqui nec essent exclusi nec admissi, sicut pauperes validi, et aliqui essent exclusi et admissi, sicut claudi, aliunde, quamvis pauperes, et interdum pauperes caeci, qui multa artificia subtiliter operantur. Quare sequitur, quod quicumque non habent, unde reinvitent, nullo alio impedimento existente, ad hoc convivium sunt vocandi, cuiusmodi sunt pauperes validi, quamvis nec sint debiles nec caeci nec claudi.

Item illa auctoritas Apostoli interdicat otium et foedam curam, ut per textum et Glossam¹ patet.

Item illa auctoritas Sapientiae interdicat pigritiam et neutra earum prohibet eleemosinam, sed denuntiat poenam, quam alter, scilicet Apostolus, mandat infligere, alter vero, Salomon Sapiens, dicit contingere, quia neuter loquitur de pauperibus, qui non sunt pigri sed sunt optime occupati. Igitur etc., et hoc de primo.

¹ Glossa super *II Thess.* 3,10; edit. cit. VI 115v-116r, où S. August. De opere monach. est cité.

Quantum ad secundum, advertat ulterius, Pater Beatissime, Sanctitas Vestra, si fundamentum, cui iste arguens innititur, scilicet quod pauperibus validis non sint eleemosinae conferendae, et quod licite non possint vivere de impendiis alienis, sit haeticum et perversum vel non, quia ex ipso sequitur, quod non licuit conferre viris ecclesiasticis saecularibus et religiosis possessionatis eleemosinas, de quibus vivunt. Patet, quia ipsi, antequam eis talia conferentur, fuerunt pauperes validi, saltem multi ex eis, et sunt hodie.

Item sequitur, quod omnes viri ecclesiastici, seu alii quicumque, sunt in statu damnationis, qui vivunt de impensis alienis.

Item sequitur, quod Zachaeus, Matthaeus et mulieres quae sequebantur Christum et ministrabant ei, et pharisaei qui Christum aliquoties invitabant, et romanus monachus qui beato Benedicto ministravit panes tribus annis, et pater et mater beati Alexii, graviter peccaverunt praedictas eleemosinas pauperibus validis ministrando.

Item sequitur, quod nulli licet conferre cuicumque eleemosinam gratis sed tantum illis, quibus tenetur ex debito, scilicet pauperibus simpliciter invalidis, contra illud Evangelii: « Estote misericordes, sicut et Pater vester misericors est »: Lucae 6 cap., 36, et contra illud Evangelii: « Omni petenti te tribue »: ibidem, 30; et contra parabolam de filio prodigo: Lucae 15 cap. Peccarent etiam graviter domini nostri cardinales quorum curiae passim sunt plenae de pauperibus validis religiosis, peregrinis et aliis, per quorum eleemosinam lautius procurantur. Quae omnia sunt absurdissima.

Consideret ulterius eadem Sanctitas Vestra, an haec sit haeresis Diotrephes^a, qui amore primatus, quem desiderabat, lapsus fuit in haeresim, quem damnavit sanctus Iohannes Evangelista III^a canonica sua, 9, cuius doctrina pestifera talis erat: Dicebat enim quod fratribus peregrinis, qui omnia reliquerant propter Christum, non erat eleemosina conferenda. Unde ipse talibus eleemosinam non dabat, et alios dare prohibebat, et dantes de ecclesia eiecit, et in hac materia auctoritatem sancti Ioannis contempsit. Unde ibidem, 8, dicit Iohannes: « Nos autem debemus huiusmodi suscipere, ut simus cooperatores veritatis », Et videte si haec sit parabola temporis iam praesentis. Haec eadem haeresis postmodum surrexit in Vigilantio, quem sanctus Hieronymus¹ auctoritate Pauli, Petri, Iacobi et Iohannis damnat et damnatum ostendit Epistola 57, per hoc quod isti apostoli dextras dederunt Paulo et Barnabae societatis et praeceperunt, ut pauperum memores essent etc. Haec tandem haeresis surrexit in Wilhelmo de Sancto Amore, quem Alexander IV² propter hunc et alios articulos, quos iste arguens

^a Diocrepis

¹ Hieronymus, Contra Vigilantium (Epist. 57); PL 23,365.

² Alexander IV, bulla *Romanus Pontifex* (5 oct. 1256), Bull. O. P. I 317-18.

videtur dicere, solemniter condemnavit, et librum suum, propter haec in eo contenta, comburi fecit, et ipsum praedicare publice coegit, quod religiosi pauperes, qui omnia reliquerunt propter Christum, licite possint eleemosinas petere et recipere tam ab illis, quibus praedicant, quam ab aliis, et illi possunt eis salubriter eleemosinas largiri, et quod huiusmodi religiosi validi corpore sine labore manuum licite possunt victum acquirere mendicando. Iudicet igitur et videat, Pater Beatissime, Vestra alta Dominatio, si sit tempus imponendi silentium errori tam multipliciter tamque sollemniter condemnato.

Secundum motivum fundamentaliter est illud, nam, ut ponit, a pauperibus validis labor corporalis est mendicationi praeferendus, et hoc dicit esse de intentione beati Augustini per totum librum *De opere monachorum*¹, in quo conatur ostendere, ut iste sibi imponit, quod huiusmodi labor debet otio contemplationis praeferri.

Item beatus Franciscus in *Regula*² sua laborem praeferit mendicationi, sic dicens: « Fratres, quibus Deus dedit gratiam laborandi, laborent fideliter et devote, ita quod excluso otio animae inimico » etc.

Item in *Testamento*³ suo sic dicit: « Omnes fratres meos volo, quod laborent et quando non datur nobis pretium laboris, recurramus ad mensam Domini petendo eleemosinas ostiatim ».

Item mendicare est contra [legem] institutionis nostrae primariae, in qua servata nullus fuisset mendicus; laborare vero non, quia « homo nascitur ad laborem »: *Iob* 5 cap., 7.

Istud motivum istorum sanctorum patrum pervertit et subvertit doctrinam et verba. Patet primo de verbis Augustini, nam temporibus fuit una opinio quorundam, quod labor corporalis vel manualis erat pauperibus voluntariis illicitus, prohibitus et contra istam opinionem fecit Augustinus totum librum *De opere monachorum*, quia multi sub praetextu huius opinionis fovebant pigritiam. Alii vero fuerunt, qui volentes vitare Scillam, inciderunt in Charybdim, et tenuerunt, quod omnes pauperes validi ad opera manualia sunt adstricti, nec per aliquam operationem vel occupationem spirituales sunt aliquatenus excusati, et quia haec opinio non multum invaluerat tempore Augustini, non multum contra eam loquitur. Tamen dicit in eodem libro⁴, quod illi, qui fuerunt in saeculo divites et sua bona pauperibus diviserunt, vel qui sunt evangelicae vel ministerii altaris ut dispensatores sacramentorum, aut in aliis spiritualibus occupationibus occupati, ad huiusmodi opera manualia nullatenus sunt adstricti. Ex quo patet quod non est de mente nec de verbis Augustini,

¹ Augustinus, *De opere monachorum*, PL 40, 457 seqq.

² *Regula* II S. Francisci, cap. 5; ed. ad Claras Aquas 1904, inter *Opuscula S. Patris Franc. Ass.*, p. 68.

³ *Testamentum S. Francisci*; edit. citata inter eius *Opuscula*, p. 79.

⁴ Augustinus, *De opere monachorum*, cap. 7-10; PL 40, 554 seqq.

quod in spiritualibus occupati teneantur manibus laborare, nec quod labor corporalis otio contemplationis praeferatur. Unde consideratis istis duabus opinionibus, secunda est longe perversior, quia quamvis prima foveat otium, secunda tamen extinguit spiritum. Prima fovet otium carnale, secunda prosequitur otium spirituale, meritorium et sanctum.

Secundo patet de verbis Francisci, tum quia verba sua, quae superius in regula allegantur, non praecipunt laborem corporalem, nec eum consulant, tum quia non praeferunt laborem contemplationi vel operi spirituali, sed e contra. Unde non dicit: Fratres quibus Deus dedit potentiam laborandi vel scientiam laborandi, sed: quibus Deus dedit gratiam, quae includit voluntatem cum potentia, et est idem ac si diceretur in simili: Fratres, quibus Deus dedit voluntatem faciendi abstinentiam, absterneant tam discrete quod caput et sensum non amittant, et patet quod sic dicendo non praeciperet nec consuleret abstinentiam, sed modum servandi in abstinentia, nec praeponeret abstinentiam conservationi capitis et sensuum sed e contra. Quare sequitur, quod in aliis verbis non praecipit nec consulit laborem, sed modum tenendi in labore; nec praefert laborem spiritui devotionis, sed e contra. Ex quo patet, quod verba allegata in testamento extenduntur ad illos, qui circa spiritualia non sunt occupati.

Et cum addit arguens quod mendicare est contra legem institutionis primariae, multum miror, quod vult nos reducere ad institutiones primarias, in qua non fuisset labor operum, qui fuit nobis impositus in poenam: *Genesis* 3 cap., 17, et per consequens essemus in errore, quem impugnat *Augustinus* in libro *De opere monachorum*, nec fuisset usus vestium, qui fuit datus post peccatum, ut patet ibidem, et sic inducitur error *Adamiorum*¹. Similiter non fuisset esus carniarum, qui fuit concessus post diluvium: *Genesis* 9 cap., 3, et sic inducitur error *Tatianorum*². Quae si sint bene et secundum fidem dicta, iudicet, Pater Beatissime, Sanctitas Vestra, cuius est latitudo, longitudo, sublimitas et profundum.

Item istud fundamentum seu motivum damnat omnes pauperes contemplativos, quia praefert laborem corporalem eorum contemplationi, immo damnat evangelium *Lucae* 10 cap., 42: « Maria optimam partem elegit » etc.

^a huius

¹ L'adamisme (adamitisme) est une secte peu connue du II^e siècle. Voir G. Bareille dans le Dictionnaire de théologie s. v. Adamites. Ils pratiquaient le nudisme. C'est surtout ce point de leur doctrine qui nous est connu par Clément d'Alexandrie et principalement par S. Augustin, *Haeres.* XXXI; PL 42,31. Cette secte aurait connu des recrudescences au XII^e et au XV^e siècles. Voir la longue dissertation de Beausobre insérée dans l'Histoire de la guerre des Hussites et du concile de Basle de J. Lenfant, t. II, Utrecht 1731, p. 258-370.

² Ses Tatianites, ou disciples de Tatien, s'imposaient à la suite de leur maître l'abstinence de vin et de viande (cfr. Clément d'Alexandrie, *Stromata* III 12 (PG 8,1187)). S. Jérôme (*Super Amos* III 2, PL 25,1059) ne leur attribue que l'abstinence de vin, et les appelle Eucratites.

Istud fundamentum seu motivum fuit damnatum tempore Alexandri IV contra Wilhelmum de Sancto Amore, ubi dominus papa loquitur in haec verba ¹: « Religiosi validi corpore non tenentur suis manibus laborare, quinimmo, si intermissis sacrae scripturae et verbi Dei studio et aliis operibus spiritualibus, quibus intendunt, manibus laborent, potiora ac utiliora in minora minusque utilia opera non sine animarum dispendio commutarent ».

Sed hic respondetur et dicitur, quod dominus Iohannes XXII constitutione sua *Quia quorundam* ² dicit expresse, quod Nicholaus papa III revocavit omnes litteras Alexandri IV, quantum ad omnes articulos, quos sua declaratio continebat, et constat, quod sua declaratio continet articulos istos, contra quos Alexander IV superius allegatur. Igitur cum sententia Alexandri sit revocata, nihil ex suis sententiis contra adversarios concluditur.

Sed hic advertenda est tanta verborum adversitas, quibus verba domini Iohannis pervertuntur. Non enim dominus Iohannes dicit Nicholaum III bullas Alexandri revocasse, sed dicit quod hoc ex dictis adversariorum, quos repugnat, et ex uno principio, quod ipse supponit et ante probavit, sequitur quod scilicet istae declarationes Alexandri, Gregorii et Innocentii praedecessorum Nicholai fuissent per eundem revocatae quoad articulum de simplici usu facti et usi iuris, in quibus contrarii videntur. Unde dicit idem Iohannes contra adversarios, quos impugnatur: « Et adhuc sic loquentes, dum per talia constitutiones nostras impugnare satagunt, constitutiones illas, quibus se adjuvant, ostendunt, si eorum falsae assertiones verae existerent, fore invalidas, erroneas et infirmas », et hoc probat consequenter. Ex quibus patet quod Iohannes non dicit declarationes illas revocatas, sed dicit, quod ipsas esse revocatas sequitur ex adversariorum dictis, quod nihil facit contra.

Ex quibus patet falsitas articulorum arguentis, primo quod Christus numquam docuit spontanee mendicare nec esse spontanee mendicandum, quia ex quo ostensum et probatum est, quod Christus in persona propria spontanee mendicavit et alios mendicare misit, mendicantes spontanee multis miraculis decoravit et ut decoros et sanctos approbavit. Sequitur, si articulus arguentis est verus ^a, quod non omnis Christi actio quoad mores fuit nostra instructio, immo quod fecit oppositum illius, quod docuit, vel salte non fecit, et per consequens quod ipse est minimus in regno caelorum, Matthaei 5 cap., 19, et quod ipse fuit de numero illorum,

^a est verus arguentis

¹ Alexander IV, bulla *Non sine multa* (16 et 21 oct. 1256), Bull. O. P. 1320-21.

² Ioh. XXII, bulla *Quia quorundam*; bull. Francisc. V 271 et Extrav. oh. XXII, tit. 14 De verborum significatione, cap. 5; Friedberg II 1230-1232.

qui dicunt et non faciunt, Matthaei 23 cap., 3, quos redarguit Paulus ad Romanos 2 cap., 21: « Qui praeiudicas non furandum, furaris » etc.

Tertio sequitur, quod Christi doctrina fuit fallax et falsa, dirigens homines ad illud spontaneae omittendum, quod spontaneae fecit ipse.

Item videatur utrum sequatur quarto, ex quo Christi operatio moralis fuit aliis doctrinalis, si iuxta articulum arguentis doctrina Christi verbalis vel realis fuit contra regulam rectae rationis et contra divina mandata vel non. Et [hoc] de secundo. Et quia iste articulus pro maiori parte ex dictis sanctorum patrum est deductus, non oportet facere articulum tertium. Sed hoc quantum ad sextum articulum.

[SEPTIMUS ARTICULUS]

Septimo opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulus talis: Nullus potest prudenter et sancte spontaneam mendicitatem super se assumere perpetuo observandam, et addit idem, quod non est de regula Minorum mendicitatem spontaneam observare.

Motiva sunt ista:

Quoniam talis mendicitas est dissuasa a Christo et ab apostolis etc., ut prius in sexto articulo fuit argutum per eundem.

Item mendicitatem assumens seipsum in tentationem inducit contra illud ¹ orationis dominicae: « Et ne nos inducas in tentationem », quoniam nulla est maior tentationis occasio quam mendicitas, cum Salomon Proverbiorum 30 cap., 9 dicat, quod mendicus impulsu egestatis ad furtum et periurium facilius urgetur, et Proverbiorum 27 cap. ² dicitur: « Propter inopiam multi deliquerunt ». Ista et istis similia prius soluta et inducta adducuntur per arguentem ad partem istam.

Sed sine dubio ista sicut et multa alia vel ex mala voluntate vel malo intellectu scripturarum allegantur et adducuntur, ut potest patere ex his, quae diffusius prius sunt tractata. Quod enim nunc dicit fratres minores per regulam ad mendicantis observantiam non induci, et quod de regula dictorum fratrum non est mendicitatem observare spontaneam, mirandum est, cum in eadem Regula, cap. 6 ³ dicatur sic: « Fratres nihil sibi approprient, nec domum, nec locum, nec rem aliquam, sed tamquam peregrini et advenae in hoc saeculo in paupertate et humilitate Domino famulantes vadant pro eleemosina confidenter. Nec oportet eos ve-

¹ Luc. 11, 4.

² plûtôt Eccl. 27, 1.

³ Regula II S. Franc.; ed. cit., p. 68.

recundari, quia Dominus pro nobis se fecit pauperem in hoc mundo ». Ex quibus verbis clare constat, quod qui sponte reliquit omnia sua, iuxta cap. I dictae Regulae¹, et sponte ab omni re se expropriat, et sponte « in paupertate Domino serviens vadit pro eleemosina confidenter », iuxta cap. 6 statim allegatum, talis spontaneae mendicat. De quacumque igitur regula est observare ista, de eadem est mendicitationem spontaneam observare, nec valet motivum, quod arguens inducit, quia assumit falsum, scilicet quod talis mendicitas est dissuasa a Christo etc., sicut ex articulo sexto praecedenti patet.

Et quando ulterius dicit, quod mendicitationem spontaneam assumens seipsum inducit in tentationem, falsum assumit, quoniam spontanea mendicitas non est tentationis occasio sed involuntaria et coacta, et hoc satis exprimit auctoritas Salomonis superius allegata. Et hoc de primo.

Quantum ad secundum ex isto articulo, adiunctis suis motivis, sequuntur multa absurda et falsa. Primo enim sequitur, quod nullus potest prudenter et sancte spontaneam castitatem super se accipere observandam, quia talis inducit se in tentationem, quia quilibet castus plus urgetur sua libidine vel saltem non minus urgetur ad fornicandum quam sponte mendicus impulsu egestatis ad furandum. Igitur non minus se inducit in tentationem, spontaneam castitatem assumens quam spontaneam assumens paupertatem.

Secundo sequitur idem de abstinentia, de perigrinatione vel de quocumque arduo assumendo, et per consequens sequitur, quod nullus potest prudenter et sancte spontaneam assumere abstinentiam vel asperitatem aliam paenitentiae perpetuo observandam.

Tertio sequitur, quod nullus prudenter et sancte potest assumere castitatem spontaneam vel abstinentiam pro uno anno vel pro uno mense observandam, quia quilibet talis habet rationabiliter dubitare, an annus vel mensis sit suum perpetuum in hac vita, et per consequens non licet alicui prudenti et sapienter facienti facere aliquam paenitentiam diuturnam, quod est falsum.

Quarto sequitur, quod sanctus Alexius, Dominicus et Franciscus non fecerunt prudenter et sancte sic vivendo, et quanto minus talem vitam instituendo, et alios ad similia inducendo.

Quinto sequitur, quod non licet alicui prudenter facienti sponte observare modum vivendi chartusiensem vel cluniacensem vel cisterciensem etiam sine voto perpetuo vel ad tempus, et per consequens multo minus cum voto, et per consequens ex isto articulo sequitur destructio omnium religionum tam possessionatarum quam mendicantium.

Sexto sequitur, quod nullus potest sapienter et sancte iniungere alicui in satisfactionem perpetrati criminis castitatem vel mendicitationem seu asperitatem quamcumque, quia non videtur, quod aliquis posset sapienter et

¹ Regula II S. Franc.; ed. cit., p. 63: « sine proprio ».

sancte aliquid tale iniungere in satisfactionem culpaë, quod non potest sapienter et sancte sponte assumi ab eodem pro augmentatione gratiæ et gloriæ, et per consequens expediret hominibus affluere divitiis, deliciis et retrahere se a paenitentis et a spiritualibus, quæ omnia, Pater Beatissime, potestis videre fore falsa et erronea et humanæ salutis adversantia. Et hoc quantum ad secundum. Et quia iste articulus, ut præcedens, in dictis sanctorum patrum deducitur, idcirco quantum ad tertium transeo, et sufficiant dicta de toto septimo articulo.

[OCTAVUS ARTICULUS]

Octavo opponitur et proponitur ad eundem finem ab eodem articulus talis : Confessi fratribus habentibus generalem licentiam confessiones audiendi tenentur eadem peccata suo parochiali curato iterum confiteri, quem dudum tamquam falsum et damnatum arguit ut verum hoc modo : Simul inquit, possunt stare et nullatenus se impugnant, quod quisque parochianus sit fratribus confessus ^a et quod idem parochianus teneatur sub præcepto ecclesiæ omnia peccata sua semel in anno suo sacerdoti proprio sive ordinario confiteri, cum illæ sint duæ affirmativæ super actu iterabili, scilicet confessione eorundem peccatorum ; sicut et stant simul, quod homo audiat unam missam apud fratres et quod teneatur semel in anno audire missam in sua parochiali ecclesia ; item quod homo offerat apud fratres, et quod tenetur ter in anno offerre in sua parochiali ecclesia. Igitur non obstante confessione facta fratri, quæ non cadit sub præcepto sed sub voluntate, nihilominus parochianus tenetur semel in anno confiteri suo parochiali curato propter præceptum capituli *Omnis* ¹ etc.

Praeterea Martinus papa IV in privilegio super confessionibus audiendis in fine ² dicit sic : « Volumus quod hi, qui fratribus confitebuntur, eisdem suis parochialibus pastoribus confiteri semel saltem in anno, prout generale concilium statuit, nihilominus teneantur, quodque idem fratres eos ad hoc diligenter et efficaciter secundum datam eis a Domino gratiam exhortentur. »

Praeterea inducitur constitutio synodalis edita per dominum Iohannem episcopum quondam Avinionensem ³ et approbatam per Clementem VI

^a sic fratribus confessis.

¹ Decretal. V, tit. De paenit. et remiss., cap. 12 *Omnis*; Friedberg II 887.

² Martinus IV, bulla *Ad fructus uberes*; Bull. O. P. II 1; Bull. Francisc. III 480.

³ Je ne vois sur la liste des évêques d'Avignon chez Eubel que Jean de Corordan (10 Mai 1336, transféré en 1362) à qui puisse s'appliquer l'affirmation de Barthélemy. Mais

et per dominum nostrum Innocentium VI praesentem, quae sic iacet: « Si quis confiteri contempserit saltem semel in anno a quattuordecim annis et supra suo proprio sacerdoti aut alicui alteri de eius licentia, si vivens fuerit, ei usque ad satisfactionem condignam ingressus ecclesiae, si autem mortuus, fuerit, ei interdicatur ecclesiastica sepultura. »

Alia quaedam adducuntur, quae faciliter solvuntur, istis solutis, quae praemittuntur, et quibus amplius iste arguens etiam innititur.

Sed sine dubio, esto quod iste arguens opponendo diceret coram Sanctitate Vestra, Pater Beatissime, quod nesciret rationes istas dissolvere, maxime primam, apparet tamen mihi, sicut multis aliis, quod non solum non concludit, nec est difficilis ad solvendum. sed nec colorem habet quantaecumque apparentiae vel probabilitatis. Unde respondendo faciliter, cum arguit sic: simul stare possunt etc., dico quod verum est in forma, qua proponitur, quia licet quis confessus fuerit fratri, possunt tamen tales casus concurrere, quod ipse tenebitur confiteri suo parochiali curato, puta si post confessionem factam fratri peccet mortaliter, nec copiam alterius sacerdotis potentis eum absolvere habeat nisi proprii curati; etiam in casu in quo conscientia sua dictaret sibi confitendum esse omnino proprio curato, et si oblitus esset confessionis factae fratri, et in aliis casibus possibilibus. Sed ex illo assumpto de possibili non est sequens quod de facto tenetur confessus fratri curato proprio confiteri, quod tamen arguens intendit astruere. Verum non plus sequitur illa conclusio, quam intendit ex antecedente assumpto, quam si sic ^a argueretur aliquo demonstrato possibili, sed falso de facto: Possibile est hoc esse verum propter causas aliquas emergentes. Igitur de facto generaliter est hoc verum. Consimiliter per omnia arguitur in proposito. Unde nos non dicemus, quin casus tales possent contingere, quod confessi fratribus tenerentur iterum confiteri suo parochiali curato, nec oppositum huius dicit aut innuit capitulum *Vas electionis* ¹, sed dicimus et tenemus quod confessi fratribus non tenentur ex vi illius statuti ^b *Omnis* ² etc. dumtaxat suo parochiali curato confiteri, sicut patet per sententiam domini Benedicti XI in constitutione sua *Inter cunctas* ³, adicientes, quod in nullo casu confessus fratri tenetur suo parochiali curato confiteri, nisi in quo casu vel consimili confessus paro-

^a sic] sicut — ^b exui illi statuto

on se demande en vain comment celui-ci peut dire en 1357: « quondam episcop. Avenion. » La constitution synodale, à la quelle Barth. fait allusion ici, doit être celle du concile d'Avignon tenu en 1337. Or le texte publié chez Labbe - Mansi XXV 1090 suiv. ne porte pas ce canon. Un texte semblable, mais se rapportant à la communion pascale, s'y lit au chap. 4 (col. 1809).

¹ Ioh. XXII, bulla *Vas electionis*; Extrav. commun. V, tit. 3, cap. 2; Friedberg II 1291.

² Decretal. V, tit. 38, cap. 12 *Omnis*; Friedberg II 887.

³ Benedictus XI, bulla *Inter cunctas*; Extrav. commun. V, tit. 7, cap. 1, Friedberg II 1296.

chiali curato teneretur iterum confiteri eidem curato, quoniam haec est sententia diffinitiva constitutionis *Vas electionis* sic dicentis: « Illi, qui praedictis fratribus confitentur, non magis tenentur eadem peccata iterum confiteri, quam si alias illa confessi fuissent eorum proprio sacerdoti iuxta decretum ^a concilii generalis. » Exempla autem, quae adducit ad rationem suam roborandam, videlicet de missa et oblatione, non sunt ad propositum, quia praeceptum ecclesiae esse dicitur de offerendo ter in anno in ecclesia parochiali non obstante quacumque oblatione facta alibi, et ideo simpliciter tenetur parochialibus ter in anno offerre in ecclesia parochiali; et consimiliter esset de missa, si absolute praeciperetur audire missam semel in anno vel pluries in ecclesia parochiali non obstante missa alibi audita. Sic autem non est in proposito de confessione facienda semel in anno parochiali curato, quia ad illam non simpliciter quis tenetur, sed in casu dumtaxat, quando alteri legitime non esset confessus, ut patet ex dictis. Et sic cum reverentia apparet, quod ratio illa, quam arguens dicebat se nescire dissolvere, non concludit, immo ne quidem apparentiam verisimilitudinis habere videtur.

Ad secundum, quando arguit de papa Martino, advertendum est dictum sancti Thomae super IV. Sententiarum, dist. 43 ¹, quo dicit, quod in quibusdam, quae non sunt explicite contra aliquem articulum fidei, antequam determinentur per ecclesiam quod ex eis sequitur aliquid contrarium fidei, non iudicatur haeresis esse sed opinio. Sed post determinationem ecclesiae sub aliquo papa factam haeresis reputanda est.

Ad propositum igitur cum omni reverentia et correctione Sanctitatis Vestrae dico, quod Martinus papa sententians et dicens, quod confessi fratribus tenentur semel in anno confiteri parochiali curato ex vi illius constitutionis *Omnia*, opinionem quidem habuit, quod fieri sic deberet, quae opinio non debuit tunc erronea seu haeretica reputari, eo quod nec expresse oppositum articuli fidei continebat, nec ab ecclesia tunc erat tamquam erronea condemnata, et ideo sine periculo haeresis poterat tunc idem dominus Martinus sicut et alter quicumque taliter opinari, cuius opinionis etiam videntur fuisse dominus Ostiensis ², Iohannes Monachi ³ et doctores alii satis magni. Procedente autem tempore, cum magister Iohannes de Polliaco eidem opinioni pertinacius inhaereret, delatus fuit apud dominum Iohannem XXII ⁴, qui istam materiam cum summa deliberatione discuti et examinari fecit, qua examinatione diligentissima praecedente opi-

^a decretum] dictum

¹ S. Thomas, IV Sent., dist. 43, q. 2, art. 1, ad 6.

² Henricus Segusiensis, dit « Ostiensis » (Innoc. IV). Son opinion citée ici par l'auteur telle que Jean André (voir notes 81-82) la rapporte.

³ Iohannes Monachi (Lemoyne). Même remarque que tantôt.

⁴ Iohannes XXII, bulla *Vas electionis*; Extrav. Commun. V, tit. 3, cap. 2; Friedberg II 1291.

nionem praemissam tamquam erroneam et doctrina sana deviam de fratrum suorum consilio reprobavit ac etiam condemnavit, in hoc sequens vestigia praedecessorum suorum Benedicti XI¹ et Bonifacii VIII, qui, ut in chronicis legitur satis authenticis², privilegium domini Martini allegatum totaliter revocavit, ob cuius evacuationem constitutionem illam *Super cathedram*³ specialiter edidit et promulgavit; et sic apparet, quod illud privilegium domini Martini in nullo debet movere contra veritatem praedictam, immo dicere hodie, quod confessi fratribus tenentur iterato eadem peccata confiteri suo parochiali curato ex vi illius statuti *Omnis*, cum omni reverentia, non est dicenda opinio sed error vel haeresis manifesta, quemadmodum doctores iuris canonici solemnes publice docuerunt et in scriptis suis patule reliquerunt.

Ad tertium, quando adducit constitutionem synodalem Avinionensem⁴, quae dicit, quod si quis confiteri contempserit etc., patet quod illa constitutio non continet amplius quam ipsum capitulum *Omnis*, sed est promulgatio eiusdem statuti contenti^a in ipso capitulo *Omnis*, sicut et ipsius promulgationem fieri capitulum ipsum mandat, et ita sequens est, quod ista constitutio synodalis habet per omnia intelligi sicut et ipsum capitulum originale, a quo trahitur transsumptive, videlicet de illis, qui non sunt confessi cuiquam alteri potestatem absolvendi habenti. Igitur confessi fratribus potestatem legitimam habentibus non tenentur ex vi alicuius talis statuti iterum confiteri suo parochiali curato. Et est hic advertendum quod non dicitur in eisdem statutis: parochiali curato, sed: proprio sacerdote. Illi igitur, qui proprio sacerdote suo vel alicui de eius licentia confitentur, statuta illa implent. Constat autem cuilibet, quod tam dominus papa cuiuslibet christiani quam etiam episcopus cuiuslibet suae dioecesis proprius sacerdos est censendus, sicut [tam] doctores theologi quam iuristae solemniores attestantur. Et ratio hoc convincit, quia alias nec papa nec episcopus potestatem haberent ligandi suos subditos vel solvendi, quod est erroneum, et ita sequitur, quod qui confitentur domino papae vel episcopo vel alicui de eorum licentia, statutum capituli *Omnis* et omne consimile adimplent. Igitur confessi fratribus licentiatibus per dominum papam vel dioecesanum illa statuta adimplent et per consequens ex vi illorum non tenentur confiteri suo parochiali curato, quod erat principale propositum.

^a contento

¹ Benedictus XI, bulla *Inter cunctas*; Extrav. commun. V, tit. 7, cap. 1; Friedberg II 1296.

² C'est aussi l'opinion de F. Delorme, l. c., p. X.

³ Bonif. VIII, bulle *Super cathedram*, révoquée par la bulle *Inter cunctas* de Benoît XI, et remise en vigueur par la bulle *Dudum* de Clément V, qui la cite mot à mot; d'où elle est passée dans le Corpus iuris parmi les Clémentines III, tit. 7, cap. 2; Friedberg II 1161.

⁴ Le décret de l'évêque d'Avignon Jean, cité plus haut, Voir p. 167, note 8.

Ex istis apparet quod alia conclusio, quam ponit, continet errorem, videlicet quod confessus fratri potenti absolvere revertitur oneratus omnibus peccatis mortalibus, cum quibus ad eum accessit, nisi eodem anno omnia illa peccato suo parochiali curato confiteatur. Huius enim contrarium evidenter sequitur ex praedictis, et confirmatur per sententiam diffinitivam domini Benedicti XI in constitutione *Inter cunctas*¹ sic dicentis: « Nec confessi ipsis fratribus peccata illa, de quibus confessi sunt eis et absoluti paenitentes de illis, sacerdotibus propriis tenentur iterum confiteri, non obstante constitutione generalis concilii, quae sano intellectu, ne sequatur absurdum, quod per paenitentiam dimissa peccata quis confiteri debeat, et quod liberatus adhuc debitor ad solvendum remaneat obligatus intelligenda est, ut ex ea patet de illis, qui sua peccata legitime alteri neglexerunt, sed sacerdotes ipsi taliter confessis et absolutis adstricti sint ministrare eucharistiae et extremae unctionis sacramenta. Super autem facta confessione fratribus memoratis, cum hic de confitentis solius praeiudicio, si falsum dicat, agatur, in iudicio animae suae seu paenitentiali foro stabitur simplici verbo illius, qui sacramenta petit praedicta, et dicit dictis fratribus se confessum. Unde etiam Iohannes Andreae super capitulum *Dudum* iam allegatam constitutionem domini Benedicti allegans sic ait: ² « Absoluti igitur, puta a fratribus, non habebunt necesse ulterius confiteri proprio sacerdoti, nec obstat decretalis *Omnis* in principio *De paenitentia et remissione*, quae intelligitur de illo, qui alii legitime confessus non est, ut dicebat Benedictus papa in constitutione *Inter cunctas* ». Qui etiam Iohannes Andreae in *Novella*³ super eodem capitulo *Omnis*, recitata opinione Ostiensis, quae erat, quod confessi fratribus nihilominus ex vi illius statuti *Omnis* tenerentur semel in anno confiteri suo parochiali curato, opinionem reprobam ostendit sic concludens: « Huius contrarium est hodie determinatum per constitutionem Iohannis *Vas electionis* etc. »

Uterius ex istis suis conclusionibus sequitur, quod frater non habet potestatem absolvendi huiusmodi parochianum, quod fuit error magistri Iohannis de Polliaco, ut concedit arguens, et est directe contra capitulum *Dudum* ubi expresse conceditur fratribus potestas absolvendi, et quod illud sequatur apparet, quia parochianus talis confessus fratri, quantum ex se est, est capax et susceptibilis absolutionis, cum sit corde contritus et ore confessus pure, ut supponitur. Igitur si redit a fratre oneratus peccatis mortalibus, oportet quod hoc sit propter defectum potestatis absolvendi in fratre, etiam si de facto verba absolutionis proferat, quod est erroneum manifeste. Igitur etc.

¹ Benedictus XI, bulle *Inter cunctas* citée plus haut, p. 168 et 170.

² Ioh. Andreae, Glossa super Clementinas, lib. III, tit. 7 De sepult. cap. 2 *Dudum*, éditée avec les Clementines, Rome 1582, col. 190, s. v. *Imparitari*.

³ Novella super Decretal. V, tit. 38, cap. 12; édit. de Venise 1581, f. 127ra 12.

Sancta romana ecclesia iuxta sanctorum patrum, quorum vita cum doctrina per ecclesiam approbata et acceptata dinoscitur, decreta, attestations et sententias nullam umquam fovit haeresim, nullum umquam admisit errorem, sed condemnavit, destruxit, anathemati subiecit, quoniam semper extra maculam fuit, et nedum [in] istos ^a in vita humana adhuc degentes haereticos et errantes in doctrina sana et bonis moribus execrationes exercuit, verum etiam in iam defunctos, demonstrato peccato, exercere iustitia exigente consuevit. Unde Augustinus in suis epistolis, quæ recitantur 24, quæ est. 2, *Sane profertur a quibusdam* ¹, sic inquit: « Si qui in vita sua non recte sapuerunt, licet non condemnati fuissent adhuc viventes, tamen demonstrato peccato etiam isti post mortem anathemati subiciantur. Item si vera sunt, quæ Caeciliano ^b obiecta sunt, et nobis possunt aliquando monstrari, ipsum mortuum anathematizarem ^c ».

Cum igitur, Pater Beatissime, nunc in istis nostris temporibus in agro sanctae romanae ecclesiae, cui Deo sic volente digne praesidetis ^d, zizania erroris et falsitatis, dudum per Sanctitatis Vestrae praedecessores eradicata, collecta et in ignem ad comburendum missa, per dominum Armacanum in medio tritici sint superseminata, quæ nunc orta apparuerunt multis et inter ceteros nobis, Vestrae Sanctitatis oratoribus devotis, esto quod adhuc forte lateant multos, quia tempus et locum ad proponendum de eis coram Sanctitate Vestra, coram etiam dominis et patribus venerabilibus dominis cardinalibus in isto sancto consistorio, habere hactenus non valuimus. Idcirco, ne de cetero lateant, sed cunctis pateant, quatenus facilius eradicata colligantur et in ignem secundum Salvatoris sententiam ad comburendum mittantur, iustitia, conscientia et caritate non ficta moti, notificamus insinuamus et ad aures Vestrae Sanctitatis pervenire cupimus praefatum dominum Armacanum tamquam non recte sapientem in hac parte, dogmatizasse, in scriptis determinasse, praedicasse ac in aliquibus suis actibus dixisse et affirmasse certos articulos, in modo et figura conclusive intentos et illatos, non bene sapientes nec bene sonantes, immo erroneos et falsos, per ecclesiam condemnatos, per sanctos patres et doctores ecclesiae reprobatos, in propria forma haereticos, vel ex quorum forma haeresis ^e vel haereticum (ac ceteris in romana curia existentibus) sequitur et inferri potest, militantes contra bonos mores et perfectionis statum, contra perfectorum virorum vitam per ecclesiam canonizatorum ^f et sanctorum doctorum attestations ac romanorum pontificum privilegia, sententias et determinationes, exceptis articulis quibusdam, quos de Domino nostro Jesu Christo dogmatizavit, qui, quamvis aliquid ad disputationis inquisitionem pertinere videantur, communis tamen animi conceptio omnium

^a istas — ^b Cecliano — ^c anatzemus — ^d praesidentes — ^e haeresim — ^f canonizatos — ^g theologiarum.

¹ Decret. Grat. II, causa 24, q. 2, cap. 6; Friedberg I 986.

quasi doctorum theologicorum et approbatarum universitatum theologiarum eis contradicit.

Ad quorum omnium approbationem et deductionem, ubi et quando Vestrae Sanctitatis visum fuerit, obligamus et exponimus nos certitudine subscriptionis, cuius forma et tenor sequitur in haec verba: Ego frater N., Procurator ordinis etc. ita.

Explicit tractatus fratris Bartholomaei de Bolsenhaeim teutonici, ordinis Fratrum Prædicatorum, magistri in theologia ac doctoris sacri palatii domini papæ, in quo respondet ad omnes articulos a domino Armacano contra ordines mendicantium propositos.

POSTSCRIPTUM

Après la mise en page de cette contribution, nous apprenons par l'intervention de Monsieur Herse, bibliothécaire à Wolfenbüttel, que le manuscrit 345 (Helmst. 311), conservé dans cette bibliothèque, contient, à en juger d'après l'incipit et l'explicit, le discours de Barthélemy que nous venons de publier, moins l'introduction et la peroration. Il contient en outre des écrits d'Armagh et de Conway. Voici le début et la fin du discours de Bolsenheim:

fol. 82v: « Inter plures articulos erroneos et hereticos, quos singulatim tractare longum esset, a magistro Richardo Archmacensi episcopo archiepiscopo in libris suis et sermonibus ad clerum et populum et in propositione sua coram domino papa et cardinalibus in consistorio... »

fol. 88r: « quia parrochianus talis confessus fratri quantum ex se est, est capax et susceptibilis absolutionis cum sit corde contritus et ore pure confessus ut supponitur, igitur si redit a fratre oneratus peccatis mortalibus, oportet quod sit propter defectum potestatis absolventi in fratre etiam si de facto verba absolutionis proferat, hoc autem est erroneum manifeste, ergo etc. Expliciunt solutiones et improbationes conclusionum magistri Richardi Arthinacanensis archiepiscopi compile et publicate in curia Romana a venerabili et excellenti viro sacre theologie professore dignissimo magistro Bartholomeo de Brisaco ordinis fratrum predicatorum per provinciam Theutonie provincialem, quas predicavit, publicavit et in presentia domini summi pontificis necnon dominorum cardinalium et quamplurimorum clericorum tam secularium quam religiosorum promulgavit. Hec acta fuerunt in curia Romana antedicta anno ab incarnationis Domini millesimo trecentesimo sexagesimo ».